

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



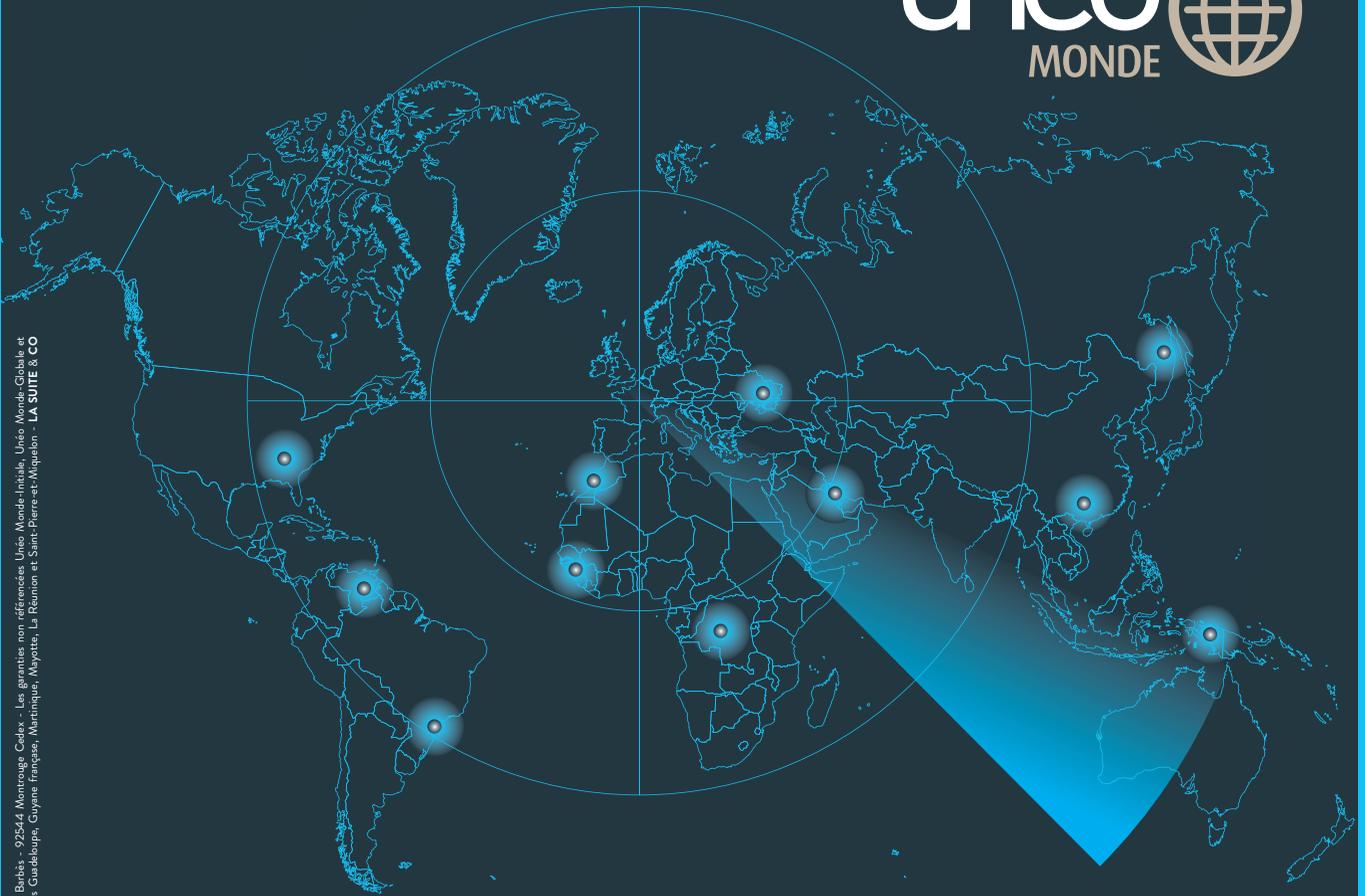
RÉNOVATION RH

**Les armées, directions
et services mobilisés**

DOSSIER

**La communication
de la Défense**

Unéo mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro SIREN 503390081 et dont le siège social est situé 48 rue B. Chézy - 92544 Montrouge Cedex. Les garanties non référencées Unéo Monde (Indochine, Unéo Monde Global et Unéo Monde Intégrale) sont réservées aux membres participants et pas aux ayants droit qui relèvent, en tant qu'ayants droit, de la France métropolitaine et des Guadeloupe, Guyane Française, Martinique, Mayotte, La Réunion et Saint-Pierre et Miquelon - LA SUITE & CO



VOUS SAVEZ OÙ VOUS ALLEZ

Soins, hospitalisation, rapatriement et accompagnement : partout dans le monde, la protection santé du militaire ne s'improvise pas.

Des remboursements ajustés à votre pays d'affectation ou de résidence, des garanties adaptées à votre situation personnelle, une assistance rapatriement et hospitalisation d'urgence incluse systématiquement, un service d'accompagnement 24 h/24 et 7 j/7... Mutuelle créée par et pour les militaires, Unéo a la volonté de proposer une protection santé complète et évolutive à tous ses adhérents, partout dans le monde. Avec Unéo Monde, elle s'engage à faciliter l'accès à des soins de qualité et à accompagner ses adhérents dans leur parcours de soins, quel que soit le système santé de leur pays d'affectation ou de résidence.

Mutuelle
Référéncée
Ministère
De la Défense

Unéo, la mutuelle
des forces armées

TERRE - MER - AIR - GENDARMERIE
DIRECTIONS & SERVICES



LA DÉFENSE DE VOTRE SANTÉ

Pour nous contacter : 0970 809 709 (appel non surtaxé) | www.groupe-uneo.fr
du lundi au vendredi de 8h à 18h, heure métropole

OPERATIONS

4 Le Président rencontre les aviateurs français en Jordanie

6 Fennec nomades

FOCUS TECHNOLOGIE

14 Des navires télécommandés pour missiles

FOCUS REFORME

16 La rénovation du modèle RH des armées

FOCUS DEFENSE

18 Sous-marins : l'excellence française choisie par l'Australie

20 Onera : technologies dans le vent

24 Chem : vivier du haut commandement français

26 Reconversion : accompagner les officiers sous contrat

28 DRM : priorité à la coordination interarmées

30 Invictus Games : des blessés fin prêts pour les jeux

32 Defnet 2016 : contrer les cyberattaques

34 Entretien avec le directeur de la cellule Thémis

DOSSIER

38 Communication : un outil stratégique pour la Défense

DETOURS

56 Culture. En première ligne sur le front épidémiologique

60 Portrait. Une Américaine à Paris

62 Histoire. La guerre de Trente Ans

66 Kiosque

LE RAYONNEMENT DES ARMES DE LA FRANCE ÉDITORIAL



RÉMI CONNAN@DICO

L'engagement des armées françaises sur les théâtres d'opérations extérieures a été illustré par une série de déplacements du président de la République auprès des forces de l'opération Chammal, et du ministre auprès des forces de Chammal et de Barkhane, dans le cadre de la lutte contre la menace terroriste : ce numéro revient sur la visite du président aux aviateurs en Jordanie, qui a suivi celle du ministre de la Défense aux formateurs des forces spéciales en Irak. Le prochain numéro abordera la tournée de Jean-Yves Le Drian dans trois pays africains, avec une visite aux troupes de l'opération Barkhane à N'Djamena.

Sans attendre, nous commentons ici le succès majeur que représente la décision australienne d'ouvrir des négociations exclusives avec DCNS pour l'achat de douze sous-marins Shortfin Barracuda. Une décision qui reconnaît l'excellence industrielle française mais aussi la capacité opérationnelle de nos armées, qui ont une coopération déjà bien ancrée avec l'Australie comme avec d'autres pays ayant choisi des équipements français pour cette même raison.

Armées d'aujourd'hui s'intéresse aussi à la dimension humaine des armées et à la condition militaire, avec un point sur la rénovation en cours du modèle RH des armées mais aussi avec un article sur le soutien à la reconversion des officiers sous contrat et un éclairage sur la préparation des blessés militaires aux jeux Invictus Games. Sur le sujet des blessures morales, ce numéro donne la parole au contrôleur général Ducateau, chef de la cellule Thémis d'alerte et de lutte contre le harcèlement, les discriminations et les violences sexuelles, qui dresse un bilan de l'action de cette cellule deux ans après sa création par le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

Enfin, à côté du savoir-faire il y a le faire savoir, et le dossier du mois examine l'outil stratégique que représente la communication pour la Défense dans ses différents aspects, avec un focus particulier sur l'apprentissage des médias sociaux à l'heure des cyberguerres.

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication :** Pierre Bayle. **Chef du département rédactions :** lieutenant-colonel (air) Philippe Labourdette-Liaresq. **Rédactrice en chef :** Xave Gaspard Di Borgo. **Rédactrice en chef adjointe :** capitaine (terre) Flora Cantin (09 88 67 29 10). **Secrétaire générale de rédaction :** Sybille Prenel. **Secrétaires de rédaction :** Yves Le Guludec, Patrice Mayon (KeyGraphic). **Graphiste :** Brigitte Dubois (KeyGraphic). **Rédaction :** Paul Hessenbruch (29 11), Éléonore Krempff (29 01), Samantha Lille (29 04), enseignante de vaisseau (marine) Camille Martin (29 12), Domenico Morano (29 26), capitaine (terre) Candice Thomassin (29 08). **Prestations extérieures :** lieutenant de vaisseau Grégoire Chaumeil (ECPAD), Bénédicte Chéron (Sirice), J.-C. J., Thierry Widemann (SGA/SHD). **Service photo :** Claire Lebertre (29 22), maréchal des logis-chef (terre) Rym Senoussi (29 23). **Service icône :** Christophe Deyres (29 21), Carole Vennin (29 24). **Chef de fabrication :** Jean-François Munier (09 88 68 61 80). **Photogravure :** KeyGraphic. **Impression :** Groupe Maury Imprimeur. **Route :** EDIACA. **Dépôt légal :** février 2003. Dico, 60 Boulevard du Général Martial Valin - CS21623, 75509 Paris Cedex 15. **N°ISSN :** 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD) :** 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit :** sergent-chef (air) Grégory Garcia : 09 88 67 24 12/gregory.garcia@intradef.gouv.fr. **Contact publicité (ECPAD) :** Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture :** Jean-François d'Arcangues@ECPAD.

Le Président rencontre les aviateurs français en Jordanie



Le président de la République, François Hollande, accompagné du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et de plusieurs parlementaires, s'est rendu le 19 avril dernier sur la base aérienne projetée (BAP) en Jordanie à la rencontre des aviateurs français engagés dans l'opération Chammal. Sur place, il a été accueilli par le général d'armée aérienne André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'Air, ainsi que par plusieurs hauts responsables militaires jordaniens. Au cours de son allocution, le président de la République a remercié et félicité le personnel de la BAP : « *Vous êtes le fer de lance de notre lutte contre le terrorisme, votre professionnalisme et votre investissement sans faille vous permettent de faire face avec efficacité à un ennemi sans uniforme qui se dissimule. Grâce à votre action au sein de la coalition, Daech a vu son territoire reculer de près de 30 % par rapport à 2014.* » Engagées au sein de l'opération Inherent Resolve, les forces françaises ont réalisé plus de 600 frappes et effectué plus de 3 700 sorties depuis le lancement de Chammal, faisant d'elles le deuxième contributeur de la coalition. Le président de la République a ensuite assisté à une présentation du rôle et des missions de

la BAP au sein de l'opération Chammal, puis échangé avec les équipages de deux Mirage 2000 D rentrant d'une mission de *Close Air support* (CAS) au-dessus de l'Irak.

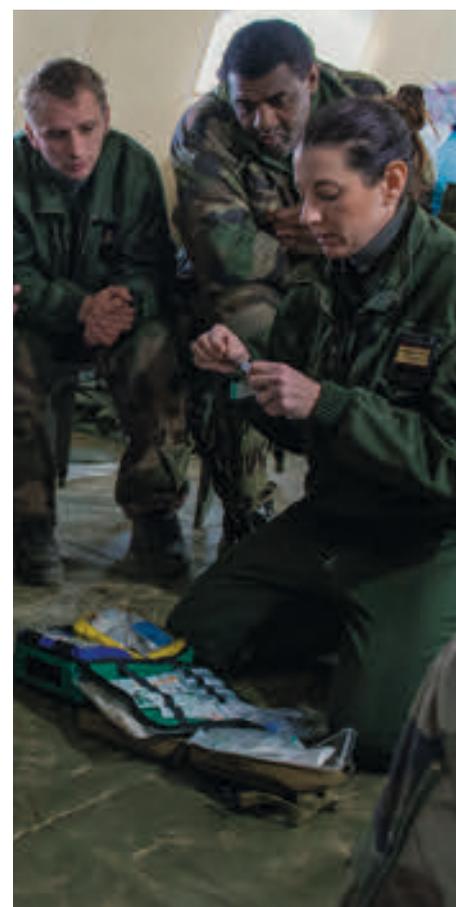
Les 11 et 12 avril derniers, Jean-Yves Le Drian avait également rencontré des soldats français de l'opération Chammal en Irak. Il avait pu apprécier le niveau d'engagement et l'efficacité de la formation française donnée aux unités irakiennes engagées sur le terrain. Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal mobilise 1 000 militaires. Elle vise, à la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, à assurer un soutien aérien en Irak et en Syrie dans la lutte contre le groupe terroriste Daech, en frappant l'organisation terroriste avec ses moyens aériens. Le dispositif complet est actuellement structuré autour de quatorze avions de chasse de l'armée de l'Air (six Rafale, huit Mirage 2000 D) d'un avion de patrouille maritime Atlantique 2 de la Marine nationale, ainsi que de capacités de renseignement, de commandement, de contrôle et de ravitaillement. Il comprend également des soldats projetés à Bagdad pour la formation et le conseil des militaires irakiens. ■

Fennec nomades

Surveillance, appui aérien rapproché, évacuation de blessés... Deux hélicoptères Fennec de l'armée de l'Air, de l'escadron 3.67 Parisis, et leurs équipages ont participé début mars à l'exercice Sombrol dans les Yvelines. Cet entraînement s'est articulé autour du concept de nomadisation, mis en œuvre en Centrafrique depuis 2013, qui consiste à projeter un détachement loin de sa base pour l'intégrer dans une manœuvre de l'armée de Terre.

PAR SAMANTHA LILLE - PHOTOS : SÉBASTIEN LAFARGUE / ECPAD





« Nous voulions reproduire les conditions de mise en œuvre d'un détachement en campagne, en autonomie complète. »

En haut à gauche : le détachement 3.67 Paris a établi son camp de base sur le terrain militaire de Poigny-la-Forêt, près de Rambouillet (Yvelines).

En haut à droite : un tireur d'élite embarqué surveille la zone lors d'une mission de reconnaissance.

Ci-contre : devant le détachement, un médecin du personnel navigant réalise une instruction sur la trousse individuelle du combattant et rappelle les fondamentaux du sauvetage au combat.

Ci-dessous : un Fennec ayant essuyé des tirs de riposte ennemis se pose en urgence. Le pilote blessé est évacué par les contrôleurs aériens avancés du CPA 10 qui lui prodiguent les premiers soins.

En bas à droite : l'hélicoptère médicalisé évacue le blessé avec à son bord le médecin navigant.





« **R**apace 46 pour 45. On va se mettre parallèle à la route. On fera un passage devant le véhicule tous les deux, l'un derrière l'autre. L'interception va se faire juste avant les arbres si c'est possible, sinon juste après l'intersection », annonce l'un des commandants de bord à la radio. Dans le ciel francilien, deux hélicoptères Fennec de l'escadron 3.67 Paris de la base aérienne 107 de Villacoublay (Yvelines) ne quittent pas des yeux le 4x4 qui roule à vive allure. Cet après-midi de mars, l'exercice Sombrol, qui consiste à projeter un détachement Fennec en campagne, bat son plein, laissant perplexes les habitants de Rambouillet, peu habitués à cette agitation aérienne. Aujourd'hui, les équipages ont pour mission de localiser, d'intercepter et de neutraliser une cible de haute importance, ici un chef rebelle. L'action ne dure qu'une poignée de minutes. Les deux appareils, volant à très basse altitude, bloquent le Defender, obligeant ses occupants à sortir. Une manœuvre qui permet aux tireurs d'élite embarqués de neutraliser les quatre gardes du corps puis, une fois au sol, de capturer la cible qui sera interrogée au camp de base.

Les enseignements de Sangaris

Sur le terrain de manœuvre de Poigny-la-Forêt, à 8 kilomètres de Rambouillet, les deux hélicoptères, petits et légers, ont rapidement trouvé leur place. Pendant trois jours, un détachement d'une quinzaine d'aviateurs – pilotes, mécaniciens et tireurs d'élite – a un objectif commun : capitaliser le savoir-faire acquis depuis décembre 2013 en Centrafrique. « Nous voulions reproduire les conditions de mise en œuvre d'un détachement en campagne, en autonomie complète, mais sur le territoire national. Le but étant de former les plus jeunes aux missions actuellement effectuées au profit de l'opération Sangaris et qui incluent le concept de nomadisation », explique le capitaine Thomas, directeur de l'exercice. Se déployer à des centaines de kilomètres de la base, s'intégrer dans une manœuvre de l'armée de Terre, assurer l'appui feu et l'éclairage d'un convoi sont autant de défis que les aviateurs ont relevés dans un format très ramassé sur le sol africain. Si le sable ocre et la chaleur manquent à l'appel, seule l'humidité de la forêt francilienne, avec beaucoup d'imagination, pourrait faire penser au climat centrafricain... Une légère différence bien ressentie tout de même par le groupe après une seconde nuit passée dehors, sous tente.

Leur café de ration rapidement avalé, tous sont réunis pour assister à un rappel sur le sauvetage au combat. En déballant une trousse individuelle du combattant, Christelle, médecin du Service de santé des armées, rappelle des fondamentaux : « Ce qui tue un combattant dans les 10 minutes, ce sont les hémorragies. » Attentifs, les stagiaires sont conscients qu'en opération le risque d'être confrontés à des blessures par balles est bien réel. « Pour les tireurs et les pilotes, le plus important est d'y réfléchir avant. Le jour où votre appareil est touché, le stress est décaplé, » insiste le capitaine Thomas, qui, en Afrique, a vu son hélicoptère traversé par une balle.

Des révisions nécessaires qui vont leur être utiles plus tôt qu'ils ne le pensent, les scénaristes de l'exercice ayant de l'imagination ! Pour le moment, les équipages préparent leur prochain vol, dédié cette fois à de l'appui feu. En même temps, non loin d'un hameau, trois commandos parachutistes de l'air n° 10 se positionnent pour guider les Fennec dans leurs passes de tir. Suivant une procédure très précise, ces contrôleurs aériens avancés doivent amener les appareils sur les objectifs à détruire. Mais au bout d'une heure, les messages radio changent de teneur : « Mon pilote droit est blessé, son genou est couvert de sang ! » Un tir ennemi vient d'être simulé. « Ici Léopard 26, nous sommes capables de vous aider à partir du sol. Nous pouvons vous trouver une zone de poser », répond aussitôt l'un des commandos alors qu'une évacuation médicale est demandée au poste de commandement. L'hélicoptère touché atterrit à quelques pas des contrôleurs déjà en contact avec le médecin du camp : « Vous confirmez, il s'agit bien d'un seul blessé par balle ? Hémorragique ? Garrot posé ? » « Affirmatif. Bon état de conscience du personnel. On lui a donné de la morphine. » Le Fennec médicalisé arrivera en moins de dix minutes. Sur le territoire national comme en opération extérieure, l'hélicoptère reste souvent le moyen le plus rapide pour secourir un blessé.

Durant ces quelques jours, le personnel du détachement aura mis entre parenthèses ses tâches habituelles de recherche et de sauvetage ou de protection du ciel pour se concentrer sur des missions moins courantes de renseignement, d'appui feu ou d'évacuation médicale en zone hostile. Tous auront appris beaucoup et savent surtout aujourd'hui les erreurs à ne pas reproduire en cas d'opération réelle. ■

O
P
É
R
A
T
I
O
N
S



1 – B-52

Un bombardier B-52 américain dans le ciel de Paris.

2 – Mirage et Rafale

Trois Mirage 2000 N de l'escadron 2.4 La Fayette et un Rafale de l'escadron 1.91 Gascogne participent à la commémoration.

3 – Biplan

Un biplan Stearman PT 17 pendant la cérémonie.

4 – Mémorial

Le B-52 survole le mémorial de l'escadrille La Fayette à Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine).

5 – F-22 Raptor

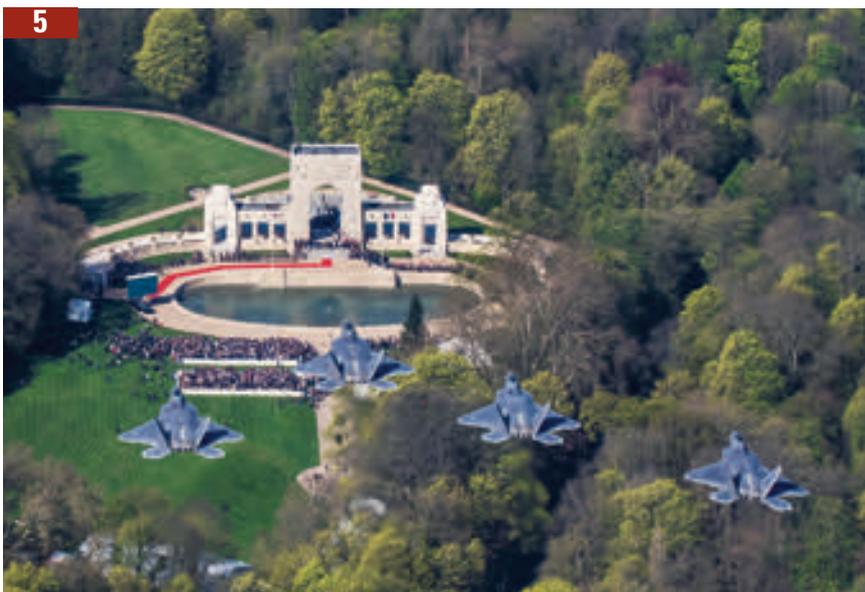
Quatre chasseurs F-22 Raptor arrivent en vue du mémorial.



R. NICOLAS-NELSON@ARMÉE DE L'AIR



R. NICOLAS-NELSON@ARMÉE DE L'AIR



©ARMÉE DE L'AIR



©ARMÉE DE L'AIR



R. NICOLAS-NELSON@ARMÉE DE L'AIR

12/04 MALI TROIS SOLDATS FRANÇAIS MORTS AU COMBAT



Le maréchal des logis Damien Noblet, le brigadier Michael Chauwin et le soldat de 1^{re} classe Mickaël Poo-Sing du 511^e régiment du train d'Auxonne sont décédés alors qu'ils étaient engagés dans l'opération Barkhane pour lutter contre les groupes

armés terroristes dans la bande sahélo-saharienne. Le vendredi 8 avril 2016, un convoi logistique de la force Barkhane composé d'une soixantaine de véhicules quittait Gao pour rejoindre Tessalit dans le nord du Mali. Le mardi 12 avril, vers 9h20, heure française, un véhicule de

l'avant blindé qui progressait en tête de ce convoi a été frappé par une charge explosive à proximité de la ville de Tessalit. Le soldat de 1^{re} classe Mickaël Poo-Sing est mort sur le coup. Le maréchal des logis Damien Noblet et le brigadier Michael Chauwin, qui avaient été immédiatement secourus par les équipes médicales de la force et transportés à Gao pour être pris en charge par la structure chirurgicale militaire française installée sur cette plate-forme, sont morts dans la nuit des suites de leurs blessures. Les honneurs nationaux leur ont été rendus le 20 avril dans la cour d'honneur des Invalides lors d'une cérémonie présidée par François Hollande, président de la République.

28/02-28/03 MALI DES QUADS À L'ASSAUT DU DÉSERT

Alors que la force Barkhane a conduit l'opération Ossau, dans les régions de Gourma et d'Ansongo-Ménaka, dans le Nord-Mali, en appui des forces armées maliennes, le groupement tactique de reconnaissance (GTR), créé en regroupant les unités spécialisées dans la recherche et la reconnaissance, a expérimenté l'utilisation de quads. Une première en opération. Alliant légèreté et vélocité, ces véhicules ont permis au GTR d'atteindre les zones difficiles d'accès et démontré qu'il s'agit d'un moyen particulièrement bien adapté pour réagir face à un adversaire fuyant le contact.

30/03 LEVANT RETOUR DE L'E3-F DANS L'OPÉRATION CHAMMAL



Un E3-F Awacs participe pour la troisième fois à l'opération Chammal. Le système de détection et de commandement aéroporté y sera présent jusqu'à début juin. Plus qu'un simple « radar volant » permettant le contrôle des aéronefs dans une zone précise, l'E3-F coordonne depuis les airs le vol de missions aériennes multiples. Il est un des

éléments permettant à la France de bâtir une lecture souveraine de l'évolution du contexte d'un théâtre d'opération. L'appareil, qui est un exemple d'interopérabilité et travaille sans difficultés en interallié, confirme son rôle primordial dans la chaîne de commandement et de contrôle des opérations aériennes de ces vingt dernières années.

28/03 QATAR LE MINISTRE À LA RENCONTRE DES MARINS DE L'ACONIT

Déployé depuis plus d'un mois en Méditerranée orientale puis en océan Indien, l'équipage de la frégate *Aconit* a reçu la visite du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, en marge du salon de l'armement naval Dimdex 2016 qui se déroulait au Qatar. Le bâtiment étant en mission opérationnelle dans la zone, la planification d'une escale au Qatar a permis, tout en poursuivant les activités opérationnelles

et techniques à quai, de participer à la valorisation du savoir-faire des industriels français à l'occasion de cet événement majeur du milieu de l'industrie de l'armement. À bord, le ministre a assisté à une présentation des capacités du bâtiment dans le cadre des opérations Chammal et Enduring Freedom et a rencontré des représentants de l'équipage pour une table ronde sur les opérations en cours.



**05/04 LIBAN
PROJET DAMAN
OLIVE 2**

L'inauguration de la pépinière d'oliviers à Kunin, au Liban, a marqué l'aboutissement du projet Daman Olive 2 qui visait à renforcer l'activité économique locale par le développement de l'ensemble de la filière oléicole, depuis la culture de l'olivier jusqu'à la production de l'huile en passant par l'exploitation des résidus de production. Ce projet souligne, s'il le faut, le soutien inconditionnel de la France au peuple libanais. Présente depuis 1978 au Liban, la France est l'un des principaux pays contributeurs de la Finul, avec près de 900 soldats déployés en permanence dans le cadre de l'opération Daman.

14-22/04 ROYAUME-UNI ENTRAÎNEMENT GRIFFIN STRIKE 2016

L'exercice d'entraînement interarmées franco-britannique Griffin Strike 2016, qui s'est déroulé en Grande-Bretagne pendant deux semaines, avait pour objectif de renforcer la coopération opérationnelle entre la France et le Royaume-Uni. Avec 5000 participants engagés dont 2000 Français, Griffin Strike était le 6^e exercice regroupant les forces des deux pays dans le cadre de la montée en puissance d'une force expéditionnaire interarmées binationale: la *Combined Joint Expeditionary Force* (CJEF). En effet, sa mise sur pied fait partie des objectifs opérationnels majeurs du traité de Lancaster House signé en



novembre 2010 par la France et le Royaume-Uni. L'édition 2016 a permis la validation complète du concept CJEF selon lequel la France et le Royaume-Uni seront en mesure de générer et de déployer, sous faible préavis, une force expéditionnaire interalliée et interarmées d'entrée en premier sur un théâtre d'opération. En mobilisant l'ensemble des composantes des armées

française et britannique, aériennes, maritimes, terrestres et logistiques à des niveaux tactiques et opérationnels, Griffin Strike 2016 a confirmé l'excellent niveau d'interopérabilité des deux forces. La veille de sa clôture, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a assisté, aux côtés de son homologue britannique Michael Fallon, à des démonstrations.

**03/04 IRAK L'ATLANTIQUE 2 PERMET LA
DESTRUCTION D'UN GROUPE TERRORISTE**



Pour la première fois, l'Atlantique 2 (ATL2) de la base aérienne projetée (BAP) en Jordanie, équipé de sa caméra Wescam, a effectué l'illumination laser d'une cible pour permettre à un avion de la coalition de frapper un groupe armé terroriste. Au cours de cette action, qui s'est déroulée dans la région de Hit, en Irak, l'ATL2 a contribué

à la destruction d'un groupe de combattants qui s'opposait aux forces irakiennes. Ce procédé n'avait auparavant jamais été utilisé en opération par ce type d'appareil. Depuis février, un ATL2 de la Marine nationale opère depuis la BAP en Jordanie, dans le cadre de la poursuite des efforts français au Levant.

**21/03-15/04 FRANCE EXERCICE DE
SIMULATION À L'ÉCOLE DE GUERRE**

Pour valider leur année de formation, les 227 officiers stagiaires de l'École de guerre, préparés à exercer de hautes responsabilités au sein des états-majors, directions et services ainsi qu'au sein d'organismes ministériels et interministériels, ont participé à un exercice de simulation qui s'est joué à l'École militaire, à Paris. Durant Coalition 2016, les élèves de la promotion Verdun, dont 80 officiers étrangers,

ont appliqué la planification militaire et la conduite d'opérations dans un scénario ambitieux de crise internationale qui impliquait des structures politiques et internationales, des membres de la société civile et des médias. Cette année, deux particularités étaient à noter: la participation de l'Institut diplomatique et consulaire et le renforcement de la pertinence et du réalisme de l'exercice.



Des navires télécommandés pour missiles

Afin de qualifier le dernier missile antinavire Exocet, la Direction générale de l'armement a utilisé deux navires, *Ness Thor* et *Nahaura*. Le premier, utilisé comme barge cible, a bénéficié d'une rénovation d'un an tandis que le second, de conception récente, se présente comme un bâtiment multimissions.



©DGACOMMEM

Équipée d'un nouveau système lance-leurres et de dispositifs de prise de vue optique, la barge cible *Ness Thor* peut embarquer jusqu'à quatorze conteneurs.

Pour répondre aux besoins de qualification des dernières évolutions du missile antinavire français Exocet, la Direction générale de l'armement (DGA), et plus particulièrement DGA Essais de missiles, a travaillé sur la modernisation de la barge cible *Ness Thor* (navire d'essais télécommandé hybride et optimisé en représentativité) conçue, à l'origine, pour tester le missile norvégien NSM (missile antinavire et d'attaque terrestre) au début des années 2000. « Avec la nouvelle version de l'Exocet, nous devons mettre en place une

menace représentative de celles que le missile aurait à traiter. Nous avons donc décidé de moderniser *Ness Thor* car cela représentait plusieurs avantages. Surtout celui d'utiliser un moyen d'essai déjà existant dont on avait acquis l'expérience et qui nous apportait la certitude d'aller vers une solution qui fonctionnerait », explique Thierry Leclerc, ingénieur d'études et de fabrication, architecte essai, évaluation et expertise au profit des missiles antinavire. Après douze mois passés sur le chantier naval, le navire a été livré en fin d'année 2015. Pour répondre aux nouveaux besoins, il a été

équipé d'un nouveau système lance-leurres embarqué et de dispositifs de prise de vue optique pour l'observation et la réalisation de mesures précises. Le bateau cible supporte jusqu'à quatorze conteneurs, offrant ainsi une signature modulable au niveau électromagnétique. « L'évolution de l'Exocet porte aussi sur ses capacités améliorées à lutter contre les contre-mesures électroniques. Le nouveau système de lance-leurres permet de complexifier la scène de tir en ambiance brouillée, ce qui offre davantage de réalisme opérationnel », ajoute Thierry Leclerc.

Autre enjeu pour la DGA, la construction du *Nahaura*, navire hauturier radio-commandé. « *Nahaura est, comme Ness Thor, un bâtiment multimissions. Il est capable de participer à la sauvegarde des biens et des personnes dans notre zone de navigation c'est-à-dire jusqu'à 60 nautiques (plus de 100 kilomètres), il permet de mettre en œuvre des cibles marines pour tous types d'essais de tir, mais sa mission prioritaire consiste bien à tracter la structure trimaran, cible pour l'Exocet actuelle génération. Il permet aujourd'hui l'emport d'un brouilleur afin de créer un environnement gênant la détection radar autour de Ness Thor* », indique Patrice Le Gerroué-Drévilion, ingénieur divisionnaire d'études et de fabrication, chef de projet modernisation de *Ness Thor* et étude-conception-réalisation du navire *Nahaura*.

Par ailleurs, le *Ness Thor* est aujourd'hui équipé d'un système de panneaux chauffants posés sur les conteneurs permettant de maîtriser sa signature infrarouge. « *Cela nous permet également de l'utiliser pour des essais de tirs de développement du futur missile antinavire léger. Ainsi, la DGA dispose d'un seul navire cible télécommandé pour deux programmes de missiles différents. Cela représente une réelle optimisation des coûts* », complète Thierry Leclerc.

Prolongement de vie

En 2002, *Ness Thor*, navire en acier, était équipé d'un poste de pilotage composé de deux conteneurs. « *Ce bâtiment qui a vieilli rapidement était désigné comme une cible low cost. L'objectif était alors de prolonger sa*

vie d'au moins quinze ans. C'est pour cela que le poste de pilotage et le local technique, dans lequel se trouve l'intelligence de la cible, sont aujourd'hui construits entièrement en composite verre-résine. Cette matière offre un double avantage: elle n'a pas de signature électromagnétique et sa durabilité est élevée », poursuit Patrice Le Gerroué-Drévilion.

Télécommandés depuis un poste de contrôle situé sur l'île du Levant, en Méditerranée, *Ness Thor* et *Nahaura* permettent d'offrir pour chaque essai de tir un nombre important de résultats de mesure. Le coût et la performance sont ainsi optimisés. Les premiers essais de tir de leurres effectués en février 2016 sont concluants, résultat d'un véritable travail d'équipe au sein de la DGA, à la pointe de la technologie. ■

Flora Cantin

Auxylium, la 4G version camouflage

Des combattants qui communiquent ensemble par smartphone via un réseau 4G militaire crypté? Ce projet est en train de devenir réalité avec le projet Auxylium. Développé par la Direction générale de l'armement, sur l'initiative du capitaine Jean-Baptiste Colas, le projet Auxylium, présenté le 10 novembre 2015 à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), vise à démontrer l'intérêt de l'emploi de technologies modernes issues du monde civil (smartphones, applications embarquées, réseaux 4G) au bénéfice du combattant dans des environnements maîtrisés, en particulier le théâtre national.

Après deux ans de développement exploratoire et d'expérimentations, le système va être déployé à partir de juin dans le cadre de l'opération Sentinelle. Équipées d'un smartphone sécurisé, les patrouilles de l'armée de Terre vont ainsi pouvoir bénéficier d'un système d'information et de communication appuyé sur un réseau très haut débit 4G (soit un réseau opérateur, soit un réseau autonome et exclusif à la Défense). Le système peut ainsi être employé même dans des circonstances où les réseaux d'opérateurs ne sont pas disponibles (comme en cas de saturation ponctuelle de ceux-ci, lors d'événement exceptionnel ou de



P. GIRARD/ARMÉE DE TERRE

catastrophe naturelle ayant mené à rendre hors service des stations relais). Le projet vise également à évaluer, au bénéfice des programmes futurs, des concepts et des technologies destinés à faire entrer le soldat dans l'ère du combattant 100 % connecté

à son armement, à des véhicules, à des capteurs, etc. Parmi les applications envisageables: la visualisation par un chef de section de la consommation en munition de ses soldats en temps réel ou le pilotage à distance d'un véhicule. ■

Éléonore Krempff

La rénovation du modèle des ressources humaines des armées

Construire l'armée de nos justes besoins, satisfaire dans la durée les compétences nécessaires, rendre nos modèles RH plus souples... L'État-Major des armées et la DRH-MD conçoivent et mettent en œuvre la politique des RH de demain. Objectif : améliorer la condition militaire au service de la sécurité des Français.

Dans un contexte opérationnel intense qui conduit nos armées à intervenir en force et en masse, tant sur le territoire national pour assurer la sécurité de nos concitoyens, que sur les théâtres d'opérations extérieures pour lutter contre le terrorisme, les « systèmes d'hommes » représentent – plus encore que les moyens matériels complexes mis en œuvre – un enjeu majeur. C'est dans ce cadre et malgré un environnement budgétaire contraint que le chef d'État-Major des armées (Cema) a fait de la rénovation des modèles RH des armées un de ses chantiers prioritaires, au titre de l'année 2015-2016. *Primus inter pares* de la communauté militaire, son objectif est de valoriser le soldat et d'améliorer sa condition. Cette préoccupation a d'ailleurs conduit à préparer un plan d'amélioration de la condition militaire demandé par le président de la République lors de ses vœux aux armées le 14 janvier dernier, après que le Cema a souhaité que la suractivité et la tension pesant sur les militaires soient valorisées. L'ensemble de ce plan a été présenté au président de la République le 6 avril.

Pour conduire la rénovation du modèle RH, un plan d'actions conjoint EMA-SGA a été élaboré pour construire l'armée de nos justes besoins, satis-

faire dans la durée les compétences nécessaires aux armées, directions et services, rendre nos modèles RH plus souples pour mieux nous adapter aux changements de notre société, conserver à nos armées et à nos métiers leur attractivité et fidéliser les talents. Cette réflexion s'inscrit dans la continuité des travaux « Politique RH 2025 » lancés l'an dernier par la Direction des ressources humaines du ministère de

la Défense (DRH-MD), autorité fonctionnelle renforcée du ministère de la Défense dans le domaine RH. Elle trouve aussi sa place au sein du projet « Modèle des ressources humaines des armées (MRHA) », lequel mobilise l'ensemble des acteurs des ressources humaines du ministère: DRH-MD, états-majors, directions centrales, directions des ressources humaines et directions fonctionnelles.



1^{er} février 2016. Comité directeur du modèle des ressources humaines des armées, coprésidé par le major général des armées et le secrétaire général pour l'administration et rassemblant notamment les directeurs des ressources humaines du ministère de la Défense et des trois armées, ainsi que les directions et services rattachés au chef d'État-Major des armées.

R. SENOUISS©D/COD

Pour l'EMA, chargé de l'expression des besoins et de la programmation, la première étape des travaux consiste à donner un cap, à proposer une vision prospective. Cela se traduira par une maquette en organisation à un horizon de cinq ans qui décrira, en qualité et en nombre, les compétences cibles nécessaires aux armées pour réaliser leurs missions. Cette maquette devra également préciser les transformations nécessaires à la réalisation de l'adéquation organisation-effectifs-masse salariale. C'est aussi sur la base de cette maquette « A+5 », commune et partagée, que l'ensemble des acteurs de la chaîne RH travaillera, pour définir les flux de recrutement, les parcours professionnels, les formations nécessaires à la satisfaction des demandes des employeurs. Pour la DRH-MD, les armées, les directions et les services, l'enjeu malgré la

concurrence, notamment avec le secteur privé, dans les domaines de pointe ou de haute technologie sous tension (cyberdéfense, systèmes d'information, maintien en condition opérationnelle terrestre ou aéronautique, etc.) est de veiller à l'attractivité du ministère de la Défense et à la fidélisation des talents, pour satisfaire les besoins exprimés. Pour cela, trois grands chantiers ont été lancés: « génération et fidélisation des compétences civiles et militaires », « gestion prévisionnelle des ressources humaines ministérielles » et « compétences et flux dirigés ». Les premières conclusions des différents groupes de travail réunis dans le cadre du projet « MRHA » seront rendues à l'été 2016. L'ensemble des travaux décrits ci-avant sont en cohérence avec le plan stratégique RH 2016-2018 de la DRH-MD, présenté en interministériel à la Direc-

tion générale de l'administration et de la fonction publique. Ce plan présente la transformation des organisations, des outils et des processus RH, prévue pour permettre une gestion prévisionnelle renouvelée des effectifs, des emplois et des compétences, l'optimisation des parcours professionnels, l'amélioration de la qualité de vie au travail et du soutien aux familles, la valorisation de la place des civils et des militaires de la Défense au sein de la nation et de la fonction publique.

Au service de nos armées et des personnels qui œuvrent au quotidien, en opération ou en soutien, au service de la sécurité de nos concitoyens, l'EMA et la DRH-MD sont pleinement mobilisés pour concevoir et mettre en œuvre la politique RH de nos armées de demain. ■

Ministère de la Défense

LES RENCONTRES

**LA DÉFENSE
ENSEMBLE**  **2020**

Le ministre de la Défense et ses grands subordonnés
rencontreront le personnel civil et militaire du ministère pour
écouter, expliquer, dialoguer

Paris, le 10 mai 2016
Brest, le 20 mai 2016 (dominantes Marine/DGA)
Lille, le 24 mai 2016 (dominantes Terre/SGA)
Lyon, le 7 juin 2016 (dominantes Air/SSA)



Sous-marins L'excellence française choisie par l'Australie

Le 26 avril, le Premier ministre australien Malcolm Turnbull a annoncé que son pays avait retenu le groupe industriel français DCNS pour renouveler sa flotte de sous-marins. Un succès qui repose aussi sur la reconnaissance des performances opérationnelles de la Marine nationale.

L'année 2016 sera un cru d'excellence en matière de ventes d'armement pour la France. Le 26 avril, la longue amitié franco-australienne a été scellée pour les cinquante années à venir. Ce même jour, le président de la République, François Hollande, a en effet déclaré que l'Australie avait choisi les industriels réunis autour de DCNS comme partenaires pour la construction de douze sous-marins.



Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères, François Hollande, président de la République et Hervé Guillou, PDG de DCNS, au siège de l'entreprise, à Paris, le 26 avril.

PHOTOS: ©AFP

C'est au cours de la visite en France de Sir Peter Cosgrove, gouverneur général du Commonwealth d'Australie, et aux côtés de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, que François Hollande a choisi de révéler la nouvelle. Ce futur contrat est évalué à 35 milliards d'euros, dont environ 8 milliards reviendront aux industriels français. Les relations France-Australie ont été consolidées en 2012 avec la signature d'un partenariat stratégique entre les deux pays. Ce partenariat avait renforcé le dialogue dans de nombreux domaines dont celui de la défense : échanges de renseignement, coopération opérationnelle régionale dans le Pacifique et dans l'océan Indien, lutte contre le terrorisme. Les chasseurs français de l'opération Chammal sont, par exemple, régulièrement ravitaillés par des ravitailleurs MRTT australiens.

Une alliance de longue date

Le contrat actuel porte sur la construction et l'entretien de douze sous-marins de type Shortfin Barracuda, inspiré des sous-marins nucléaires d'attaque français en cours de construction à Cherbourg (Manche), mais sans propulsion nucléaire, privilégiant une motorisation hybride diesel-électrique. Pour le président de la République, le choix australien atteste d'une véritable alliance. « *L'Australie, nous lui devons beaucoup. Il y a un siècle, ce sont des Australiens qui sont venus pour nous défendre, pour donner parfois leur vie afin que nous puissions être libres. Aujourd'hui, c'est encore l'Australie qui nous fait confiance et nous*



Le chantier naval DCNS de Cherbourg-Octeville (Manche), où sont assemblés les sous-marins nucléaires d'attaque de type Barracuda destinés à la Marine nationale.

donne finalement cette coopération, ce partenariat pour cinquante ans », a-t-il déclaré au siège de DCNS.

Ce choix de la France par les Australiens est aussi « *la reconnaissance de la qualité opérationnelle de notre marine », a souligné Jean-Yves Le Drian. Il témoigne de l'excellence technologique et militaire française. Il faut également rappeler que le partenariat de 2012 se fondait déjà sur une coopération en matière d'armement autour de quatre programmes : torpilles MU90 (pour la lutte anti-sous-marine), hélicoptères MRH (multirôle) et Tigre, avions ravitailleurs MRTT.*

Jean-Yves Le Drian devrait prochainement s'envoler pour l'Australie. Objectif : lancer la nouvelle étape des négociations exclusives qui devraient durer plusieurs mois et permettre de définir l'organisation industrielle générale du projet. La mise en service du premier sous-marin destiné à l'Australie est prévue pour 2030. ■

Flora Cantin



PHOTO: A. KARAGHEZIAN@ECPAD

L'histoire de la plus grande soufflerie aéronautique du monde, la soufflerie S1 du centre de Modane-Avrieux, en Savoie, démarre en même temps que celle de sa maison mère, l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera), il y a soixante-dix ans. Depuis sa mise en service, un grand nombre d'avions militaires et civils sont passés dans ses entrailles. Des Airbus aux Falcon de Dassault Aviation dans le civil, des Mirage aux Rafale dans le domaine militaire, le site industriel emblématique a permis aux grands programmes aéronautiques de voir le jour et abrite aujourd'hui un véritable bijou technologique pour éprouver les maquettes et prototypes des aéronefs de demain. L'Onera est créé peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1946, alors que le gouvernement français

décide de récupérer en tant que prise de guerre la grande soufflerie allemande d'Ötztal, dans le Tyrol autrichien, et de la faire venir en France. Ces installations sont démontées et transférées à Avrieux. « *Aujourd'hui, huit souffleries et bancs spécialisés couvrent l'ensemble du domaine de vol des avions et des hélicoptères civils et militaires, des très basses vitesses jusqu'à l'hypersonique (au-dessus de Mach 5 et jusqu'à Mach 12), ainsi que des missiles, explique Patrick Wagner, directeur des grands moyens techniques à l'Onera. Une grande partie de la conception des aéronefs civils et militaires français se déroule ici. La soufflerie S2MA, par exemple, a abrité les essais des avions de combat Mirage et Rafale ainsi que des missiles qui les équipent, ou ceux de l'avion civil d'affaires Falcon 7X.* » Depuis les années 1980, 160 campagnes d'essais ont



Onera

Technologies dans le vent

L'Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera), qui fête son soixante-dixième anniversaire, dispose en Savoie d'un site comprenant huit souffleries. Ces installations de pointe uniques au monde concourent à la conception et aux essais des aéronefs militaires et civils.

**Ci-dessus : les pales des ventilateurs du circuit aérodynamique de la soufflerie transsonique S1, à ce jour la plus grande du monde.
Ci-contre : vue des installations du site de Modane-Avrieux.**

évalué les performances du Rafale pour déterminer ses différentes composantes : alimentation du moteur, déplacement et réactions de l'aéronef dans l'air, couplage entre l'avion et son armement. « Avec ses multiples points d'emport, le Rafale est un exemple parfait d'aéronef très équipé, précise Philippe Tavel, ingénieur d'essai du centre de recherche. Lorsqu'un missile se sépare du porteur, comme une bombe guidée laser par exemple, nous devons étudier la façon dont se fait cette séparation à très grande vitesse afin d'éviter tout risque de collision entre l'avion et le ■■■■



■ ■ ■ *projectile.* » Les souffleries permettent aux industriels de déterminer la meilleure configuration pour que l'appareil soit performant et réponde au cahier des charges. Des simulations en amont permettent de réduire la durée et le coût du programme de développement et d'en limiter les risques. Les performances de l'avion sont ainsi optimisées avant de le construire, puis de le tester en vol.

Équipement hors normes

En contrebas de la S2MA se dresse la colossale soufflerie S1MA, sans équivalent dans le monde. « *Le circuit complet de la soufflerie mesure 400 mètres de long, soit la taille d'un stade olympique!* commente Marianne Lyonnet, directrice technique des grandes souffleries de Modane. *Aucune autre soufflerie au monde n'est capable de monter jusqu'à Mach 1 – soit environ 1200 km/h, la vitesse du son dans l'air – avec de telles dimensions.* » Le changement de Mach s'effectue en une minute. Avec un débit maximum de 10 tonnes d'air par seconde et une puissance de près de 90 mégawatts, fournie par les barages savoyards alentours (soit un millième de l'énergie totale produite par EDF en France), ses caractéristiques hors normes en font un moyen d'essai indispensable pour toutes les améliorations et les ruptures technologiques des aéronefs du futur. « *Cette soufflerie permet d'accueillir de grandes maquettes,* poursuit Marianne Lyonnet. *Celle de l'avion de transport militaire A400M, par exemple, faisait environ 3,5 mètres d'envergure. Ses quatre hélices induisaient des phénomènes qu'il fallait prendre en compte au niveau de la pointe arrière, de la voilure et des différentes gouvernes.* » Mais des objets d'un tout autre type sont également passés par là: télécabines, télésièges, paquebots de croisière, éléments de pantographe TGV et même skieurs de l'équipe de France !

Quoi qu'il en soit, le directeur des grands moyens techniques est catégorique: « *Les essais militaires nous ont*

La mission de l'Onera

Principal acteur de la recherche française dans le domaine aérospatial, l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera) dispose de moyens d'essais et de calcul importants, notamment du plus grand parc de souffleries d'Europe, douze au total, qui représente 60 % des capacités installées en Europe. L'établissement, placé sous la tutelle du ministère de la Défense, a pour mission de développer, d'orienter, de coordonner et de promouvoir les recherches dans le domaine aéronautique, aussi bien dans le secteur civil que militaire. Sa vocation est de soutenir par la recherche et l'innovation l'industrie aérospatiale nationale et européenne.

toujours poussés à améliorer nos techniques d'essai. Les aéronefs militaires volent dans des conditions très particulières, très instables, ce qui n'est pas censé être le cas pour les avions civils. Donc le monde de la Défense nous sert un peu d'aiguillon pour améliorer notre métrologie, c'est-à-dire nos méthodes de mesures. Cela nous oblige à innover sans cesse sur les techniques d'essais, sur l'instrumentation, sur les capteurs. Les technologies et la science utilisées sont vraiment de pointe, aussi bien sur l'électronique que sur l'informatique, les mathématiques ou encore l'optique. »

Installée dans la région depuis soixante-dix ans, cette cathédrale industrielle est néanmoins menacée par un important phénomène d'enfoncement des sols. « *Le ministre de la Défense a annoncé le 2 mars dernier le déblocage de 20 millions d'euros et le lancement des travaux de consolidation de la soufflerie S1MA* », se réjouit la directrice du centre, Marième Albertini. La Direction générale de l'armement, qui exerce la tutelle de l'Onera pour le compte du ministère de la Défense,

va verser une subvention de 15 millions d'euros en 2016 et de 5 millions d'euros en 2017, financée par un redéploiement de crédits internes. Selon Bruno Sainjon, président directeur général de l'Onera, « *les travaux de consolidation des fondations, qui vont s'étaler sur quatre ans, ont déjà commencé. [...] L'objectif est de mettre le centre de recherche aérospatiale français sur une nouvelle trajectoire* ». Ce qui permettra également de « *porter au meilleur niveau les équipements de mesure de ces souffleries, des moyens qui servent aussi bien l'aéronautique civile que de défense* », a souligné Jean-Yves Le Drian.

Éléonore Krempff



Des techniciens mettent en place une maquette d'aéronef.

CHECK LIST

-  CASQUE
-  GILET DE COMBAT
-  PARACHUTE
-  **PROJET IMMOBILIER BOUCLÉ**

**VOUS ALLEZ DE L'AVANT,
ON VOUS COUVRE**

PRÉVOYANCE

ACCIDENTS DE LA VIE

SANTÉ

SOLUTIONS RETRAITE

DÉPENDANCE

**PROJETS
IMMOBILIERS**

- Des solutions spécifiques pour vous aider à trouver le meilleur prêt
- Des garanties modulaires et adaptées à votre métier à risques
- Une assurance reconnue par tous les organismes financiers et conforme aux évolutions de la réglementation
- Une solution de caution immobilière pour éviter l'hypothèque
- Le traitement express et 100% en ligne de votre demande

gmpa.fr

Chem

Vivier du haut commandement

Le Centre des hautes études militaires (Chem) accueille chaque année une trentaine d'officiers français et étrangers. L'organisme forme au commandement de haut niveau en interarmées, en interministériel ou à l'international, et permet à ses auditeurs de mener des réflexions sur l'évolution des questions de défense.



L. MARZIN©ARMÉE DE L'AIR - ©EMA



Préparer les officiers à haut potentiel à exercer les responsabilités les plus importantes dans les armées, en interarmées ou dans l'administration centrale; c'est la mission du Centre des hautes études militaires (Chem), installé au cœur de l'École militaire, dans le 7^e arrondissement de Paris. Depuis plus de cent ans, l'organisme constitue un lieu essentiel de formation et de préparation des élites militaires françaises. Un vivier au sein duquel seront choisis les commandeurs et officiers généraux de demain.

Colonels, capitaines de vaisseau ou équivalent, chaque année, une trentaine d'auditeurs intègrent le Chem sur proposition de leur chef d'état-major ou directeur; vingt-cinq Français et quatre à six officiers étrangers envoyés par de proches alliés – cette année, Allemagne, Espagne, États-Unis, Italie et Royaume-Uni. Pendant dix mois, ces of-

ficiers supérieurs partagent leur temps de formation entre le Chem et la session « politique de défense » de l'Institut des hautes études de Défense nationale, ce qui leur permet de rencontrer et de partager leurs expériences ou leurs réflexions avec des auditeurs civils de haut niveau. Objectif: préparer ces futurs grands chefs à tenir des postes à responsabilité dans leur armée d'origine, en interarmées, en interministériel ou à l'international.

Appréhender le présent et envisager l'avenir

« L'actualité récente oblige à une réflexion de fond, explique le général de brigade Benoît Durieux, directeur du centre. Qu'est-ce que la guerre aujourd'hui? Que sera-t-elle dans dix ans? Comment rendre l'action militaire efficace? Autant de questions stratégiques qui alimentent les réflexions de nos auditeurs. » Pour mener ces analyses, sont organisés

ent français



À gauche: visite de la base avancée de Madama (Niger) par les auditeurs du Chem en décembre 2015.

Ci-contre: le chef d'État-Major des armées assiste aux restitutions des travaux des auditeurs en janvier 2016.

des visites et des missions d'études sur le terrain – notamment à N'Djamena, au Tchad, au Conseil d'État ou dans les centres les plus confidentiels de la dissuasion nucléaire – ainsi que des prises de contact avec plus de 300 intervenants militaires et civils: diplomates, hauts fonctionnaires ou encore personnalités comme l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing, le grand patron Jean-Louis Beffa, ou le philosophe Pierre Manent.

Programmes d'armement, finances, ressources humaines ou organisation du ministère, les auditeurs du Chem étudient les problématiques relatives à la préparation de l'avenir des armées et développent en parallèle leurs capacités à diriger et à décider. « *Connaître toutes les données d'un problème est inutile si vous n'êtes pas capable d'emporter l'adhésion, de fédérer les énergies* », argumente le général Durieux. Le colonel Jean-Luc Moritz, ancien auditeur

aujourd'hui en poste à l'état-major de l'armée de l'Air, complète: « *Le Chem permet de disposer des clefs de lecture pour faciliter les relations politico-militaires. La dimension interarmées, interministérielle et interalliée de la formation permet de tisser des liens forts et durables entre les auditeurs; une garantie supplémentaire de l'efficacité de nos coopérations à venir.* » « *Le Chem donne de l'épaisseur au chef militaire, ajoute le colonel Jean-Christophe Béchon, devenu adjoint du chef de cabinet militaire du Premier ministre. La Défense ne se limite pas uniquement aux opérations militaires, bien qu'elles en soient la finalité.* »

Laboratoire d'idées

Le Chem contribue aussi à l'enrichissement des réflexions stratégiques. D'abord par le biais des auditeurs eux-mêmes qui pourront, dans leurs différentes responsabilités, tirer parti des études qu'ils auront menées pour concevoir leur action. Ensuite, de manière plus immédiate, par les documents rédigés dans ce cadre et diffusés vers les audiences les plus adaptées. « *Certains travaux sont présentés au chef d'État-Major des armées, puis utilisés par les états-majors, précise le général Durieux. Des articles écrits par des auditeurs de la 64^e session viennent également d'être publiés sous la forme d'un ouvrage collectif: La guerre par ceux qui la font, aux Éditions du Rocher.* »

La rédaction

L'histoire du Chem

Initialement réservée aux élites de l'armée de Terre, la première session du Centre des hautes études militaires (Chem) débute en janvier 1911 à l'initiative du général de brigade Ferdinand Foch, sur le site de l'École militaire. En 1921, la Marine ouvre le Centre des hautes études navales, et l'armée de l'Air suit en 1936. Le Chem rouvre ses portes après la Seconde Guerre mondiale, en 1952, dans sa forme interarmées actuelle. Il a entre-temps accueilli le général Charles de Gaulle et les maréchaux Alphonse Juin et Jean de Lattre de Tassigny. Mais également plus récemment les quatre derniers chefs d'État-Major des armées: l'amiral Édouard Guillaud et les généraux d'armée Henri Bentégeat, Jean-Louis Georgelin et Pierre de Villiers. Plus d'infos sur: www.dems.defense.gouv.fr/chem et sur Twitter: @CHEM_FR

Reconversion

Accompagner les officiers

Quitter l'institution peut susciter craintes et interrogations. Pour bien préparer ce passage à une nouvelle vie professionnelle, Défense Mobilité propose aux officiers sous contrat qui souhaitent être accompagnés un dispositif spécifique et un suivi au cas par cas permettant l'élaboration d'un projet abouti.



J.-J. CHATAUD/ICOD

Au pôle Défense mobilité de Vincennes (Val-de-Marne), une conseillère emploi reçoit un militaire pour discuter de sa reconversion.

sous contrat

Comme pour tous les autres militaires, Défense Mobilité accompagne les officiers sous contrat (OSC) dans leur démarche de transition professionnelle. À ce titre, un dispositif complet est mis en place à leur profit. « *Bien souvent, le grand saut dans la vie civile soulève des craintes* », explique l'enseigne de vaisseau Clémence, chef d'antenne Défense Mobilité Paris-Balard. Partir de l'institution peut en effet entraîner de nombreuses questions : qu'est-ce que je vaudrais ? Ai-je droit à des formations ? Après les interrogations, il est conseillé de contacter l'organisme de reconversion du ministère. « *Cela n'engage à rien de venir se renseigner auprès de nous* », ajoute Catherine, conseillère à l'antenne de Paris-Balard.

Définir une stratégie d'accompagnement

Il est recommandé de venir 18 à 24 mois avant la date envisagée de départ de l'institution. Le candidat est alors reçu en entretien individuel par un conseiller pour un bilan complet : raison de la démarche, compétences acquises, idées, souhaits, passions, etc. Ce premier rendez-vous « *permet de préparer son projet dans les temps et d'avoir un cadre défini* », précise le lieutenant Clémence. Que le candidat ait ou non un projet déterminé, cet entretien permet de définir une stratégie d'accompagnement basée sur un diagnostic de

La reconversion des OSC en quelques chiffres

Entre 2013 et 2015, près de 900 officiers sous contrat (OSC) ont quitté le ministère de la Défense, soit environ 300 par an. En 2015, 270 entretiens diagnostics (premier rendez-vous) ont été réalisés.

La même année, 151 projets professionnels ont été formalisés dont 63,5% dans le secteur public. Deux OSC sur trois ont moins de 7 ans d'ancienneté.

ses attentes et de ses besoins. Le conseiller orientera alors l'OSC sur les possibilités en adéquation avec ses aspirations.

« *Le parcours de reconversion se fait au cas par cas* », spécifie Catherine. Certains réalisent un bilan de compétences ou effectuent quelques formations, d'autres participent à des ateliers. Mais tous réalisent des enquêtes métier permettant de rencontrer des professionnels des secteurs d'activité concernés.

Le conseiller est aussi là pour aider à l'élaboration d'un projet qui soit « *réaliste, réalisable et viable au regard du marché concerné* », rappelle l'enseigne de vaisseau Clémence. « *J'avais un projet particulier, mais je me suis aperçu qu'il fallait que j'élargisse le champ de mes réflexions et que je prenne en compte d'autres facteurs pour l'affiner* », témoigne le capitaine Alexandre, ancien sous-officier dans l'armée de l'Air devenu officier mécanicien, aujourd'hui futur chef d'entreprise. Le capitaine Olivier, également dans l'armée de l'Air, actuellement en poste au Centre de planification et de conduite des opérations, sera quant à lui diplômé directeur de clinique en février 2017 : « *Je ne possédais pas de projet très précis. L'entretien m'a permis de me rendre compte que tout était possible à condition de me former* ». De son côté, Karima, commissaire de 1^{re} classe dans la Marine de 2002 à 2012 et responsable logistique à la SNCF depuis septembre 2013, a pu compter sur Défense Mobilité pour refaire son CV et le diffuser à des entreprises. « *Ils connaissent le marché et ses perspectives. Ils m'ont proposé plusieurs offres et j'ai pu trouver mon futur employeur* ». Le candidat est accompagné jusqu'à trois ans après sa radiation des contrôles.

Le retour à la vie civile comporte des étapes clés qui permettent de franchir un « *cap psychologique, on peut avoir peur de se retrouver au chômage* », confie le capitaine Alexandre. « *Le plus dur, c'est de partir* », avoue son camarade Olivier. Si « *les OSC sont des pépites* » selon Catherine, il leur manque parfois la capacité à faire vivre un réseau qu'il faut créer au plus tôt et alimenter. Défense Mobilité ne divulgue pas les informations échangées avec l'OSC, confidentialité oblige, y compris auprès du gestionnaire qui donne son avis décisionnel sur la demande d'agrément. La reconversion est un passage entre deux mondes : le militaire et le civil, tourné vers de nouvelles expériences. ■

Candice Thomassin

Webdocumentaire
« D'une carrière à l'autre »



DRM

Priorité à la coordina



La Direction du renseignement militaire (DRM) a organisé, le 31 mars, le séminaire de la fonction interarmées du renseignement. Le thème de cette rencontre était le partage des informations et l'harmonisation des échanges entre les nombreux acteurs du renseignement militaire dans le but de mieux appuyer les forces en opérations.

Le général Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées, lors du séminaire de la fonction interarmées du renseignement.

©DRM

L'après-guerre du Golfe (1991) a vu la naissance de la Direction du renseignement militaire (DRM). Si sa mission de recueil et d'élaboration du renseignement militaire reste inchangée, l'arrêté du 30 mars 2016 portant sur son organisation a mis en exergue son rôle de coordinateur au sein d'un monde où silence et discrétion sont loi. C'est pourquoi, le 31 mars s'est tenu à Paris, au sein de l'École militaire, le séminaire de la fonction interarmées du renseignement (FIR), organisé par la DRM, autour du thème « Coordonner pour mieux renseigner les armées ». Près de 300 personnes venues des services de renseignement, de l'État-Major des armées, des états-majors des trois armées ainsi que des entités

participant à l'élaboration du renseignement militaire ont échangé sur ce sujet. La coordination opérationnelle entre les entités de la FIR, l'attractivité et la cohérence des parcours professionnels dans le domaine du renseignement et le management de l'information étaient les trois sujets majeurs abordés.

Pendant les échanges, la parole a été donnée au Centre d'exploitation de renseignement terrestre, aux centres de renseignement de la Marine et de l'armée de l'Air, aux entités bénéficiaires dans la chaîne des opérations comme le Centre de planification et de conduite des opérations, le Commandement des opérations spéciales ou encore le Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes. La Direc-

on interarmées

tion des ressources humaines du ministère de la Défense et les autres employeurs comme les directions des ressources humaines d'armées ont également pu s'exprimer. Cette coordination « est centrale parce que c'est la condition du succès », a souligné le coordonnateur national du renseignement, Didier Le Bret, en ouverture du séminaire. En effet, en permettant une meilleure réactivité et une plus grande synergie, elle assure l'efficacité au profit des opérations.

Double exigence vis-à-vis des armées

Aujourd'hui, dans un contexte marqué par une sécurité de plus en plus fragile et qui voit la progression de la menace terroriste, l'exigence vis-à-vis des armées est double : adapter le système de renseignement à l'évolution de la menace pour permettre à la France de préserver sa capacité autonome d'appréciation de situation et renforcer la coordination interarmées, interministérielle et internationale avec les alliés. D'ailleurs, le général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées, a rappelé l'importance vitale du renseignement militaire pour les armées qui est « au cœur de la décision et de l'action militaire ».

La coordination interarmées est donc « un impératif et une évidence pour permettre la concentration des efforts et l'économie des forces », a-t-il insisté car les compétences des armées se complètent. En tant que chef de file de la « famille interarmées du renseignement », la DRM doit « veiller au décloisonnement pour permettre de recouper et capitaliser le renseignement recueilli par les armées afin de mieux appuyer les forces en opérations », a précisé son directeur, le général Christophe Gomart. En effet, la DRM constitue la tête de chaîne du renseignement d'intérêt militaire et, à ce titre, elle garantit la cohérence d'ensemble de l'action de renseignement des armées. Une cohérence et une coordination pour révéler la pertinence d'un renseignement toujours mis au profit des forces, tel est l'objectif de l'actuelle transformation de la DRM.

Le séminaire a permis de resserrer davantage les liens au sein de la communauté du renseignement militaire – riche d'une centaine d'organismes – et de faire émerger des pistes de réflexion en vue d'approfondir la coordination dans les armées. Mais nous ne pouvons pas vous en dire plus... ■

La rédaction

Nouvelle organisation de la DRM

Arrêté du 30 mars 2016 portant organisation de la direction du renseignement militaire - Article 2

Le directeur du renseignement militaire dirige et coordonne la fonction interarmées du renseignement. Cette fonction regroupe l'ensemble des ressources relevant de l'autorité du chef d'État-Major des armées, affectées à la Direction du renseignement militaire ou pouvant être mises à sa disposition, qui interviennent dans le processus d'élaboration du renseignement d'intérêt militaire.

À ce titre, le directeur du renseignement militaire :

① - anime les travaux de doctrine de la fonction interarmées du renseignement ;

② - élabore et met en œuvre les orientations en matière de renseignement d'intérêt militaire ;

③ - garantit la cohérence d'ensemble de l'action de renseignement des armées ;

④ - participe aux processus de développement capacitaire et de préparation de l'avenir.

(...)

Il dispose :

① - d'un adjoint spécialisé à la stratégie ;

② - d'un adjoint spécialisé à la sécurité ;

③ - d'un adjoint qui porte le titre de chef d'état-major ;

④ - de chargés de missions.



PHOTOS : R. SENOISSI@DICOOD

Invictus Games Des blessés fin prêts pour les jeux

La 2^e édition des Invictus Games se déroule à Orlando du 8 au 12 mai. Trente sportifs français sélectionnés affrontent les équipes de quatorze nations dans cette compétition réservée aux militaires blessés. Avant de partir aux États-Unis, les athlètes se sont préparés avec soin pour défendre les couleurs de la France.



Les athlètes sélectionnés ont effectué leur premier stage d'entraînement collectif à l'École interarmées des sports du 14 au 18 mars. Photo du centre: le capitaine Thierry Rousseaux (à droite) prend connaissance des résultats de l'épreuve d'athlétisme.

Depuis le 8 mai, l'équipe de France militaire des Invictus Games 2016 défend les couleurs de la France à Orlando, aux États-Unis. Cette compétition internationale, créée par le prince Harry en 2014, est ouverte aux militaires en activité ou devenus civils de la Défense, blessés physiquement comme psychologiquement, ainsi qu'aux vétérans ayant quitté l'institution. Jusqu'au 12 mai, la compétition rassemble plus de 450 concurrents de 15 nations. Nous avons suivi « les bleus », des sélections à leur entraînement avant le départ vers la Floride.

La constitution de l'équipe de France a été connue dès le 8 février, après la sélection qui s'est déroulée du 1^{er} au 5 février à l'École interarmées des sports (EIS) du Centre national des sports de la Défense, à Fontainebleau. Sur les 35 athlètes provenant de la Gendarmerie, de l'armée de Terre, de la Marine nationale, de l'armée de l'Air, du Service de santé des armées, mais aussi ayant quitté l'armée, trente ont été qualifiés : 26 hommes et 4 femmes. Les barèmes de sélection ont été fixés d'après les podiums de la première édition et des Jeux mondiaux militaires de Corée de 2015. Les candidats ont dû obtenir deux niveaux de qualifications : le potentiel podium ou celui de finaliste dans deux disciplines minimum. Les athlètes français concourent dans 8 des 10 disciplines proposées : athlétisme, natation, tir à l'arc, musculation et haltérophilie, cyclisme, aviron en salle, basket fauteuil, volley assis. Certains s'alignent dans quatre disciplines.

Un entraînement rigoureux

« Pour cette deuxième édition, le règlement des jeux a limité le nombre des concurrents à 30 athlètes par nation, ce qui rend la compétition plus équitable que précédemment, mais impose un recrutement sélectif », explique le capitaine Thierry Rousseaux, directeur « blessés militaires et sport ». Le premier rendez-vous avait permis de prendre la mesure du niveau de cette compétition internationale. « Il faut s'attendre à ce que les autres nations aient aussi mis la barre assez haut, notamment les États-Unis, qui organisent cette édition. Il n'est donc pas question de se reposer sur les performances de 2014 », précise-t-il.

Le premier stage d'entraînement collectif s'est déroulé du 14 au 18 mars à l'EIS et a été suivi de la préparation

finale du 25 au 29 avril, qui « permet de faire les derniers ajustements et de travailler jusqu'au départ », ajoute le capitaine Rousseaux.

Durant ces semaines de regroupement, les entraîneurs ont optimisé la préparation débutée individuellement par les athlètes. Au quotidien, ils ont enchaîné jusqu'à six heures d'entraînement, que ce soit en sport collectif ou individuel. Mais cet investissement intensif n'a pas entamé l'entraînement de l'équipe. Sa force réside justement dans son état d'esprit et sa polyvalence. Le groupe est interarmées et intergénérationnel, les anciens accueillent les nouveaux. Ils ont tous des histoires distinctes et des blessures différentes. L'équipe s'est mesurée aussi aux vainqueurs de l'édition 2014. Mais avant de partir, il leur a été rappelé que si l'objectif est d'aller chercher des médailles, il fallait avant tout se donner et se faire plaisir pour ne pas avoir de regrets. Entrant dans le sport d'élite, les blessés démontrent qu'ils ont déjà franchi un long chemin et sont donc dans une phase très avancée de leur reconstruction. ■

Candice Thomassin

Palmarès de l'équipe de France aux Invictus Games 2014

18 athlètes français ont concouru dans 9 disciplines.

La France a remporté la 5^e place au classement général.

20 médailles ont été récoltées : **8 d'or, 8 d'argent et 4 de bronze**. Les médailles d'or ont été remportées en aviron en salle, endurance IR3 par le **caporal-chef Salami Abdou**, 100 m et 200 m IT3 par **Alain Akakpo**, aviron en salle sprint IR3 par l'**adjudant-chef Roger Hoyoux**, 100 m IT2 par le **sergent-chef Philippe Robert**, handbike chrono IHB1 et handbike endurance IHB1 par l'**adjudant-chef Franck Robin**, 1 500 m IT3 par l'**adjudant David Travadon**.

« 60 secondes chrono », les derniers entraînements avant la compétition



Defnet 2016

Contre les cyberattaques

La 3^e édition de Defnet, qui a pour but d'entraîner les experts cyber de la Défense à déjouer et à répondre à des attaques, a réuni 300 participants du 14 au 25 mars. En invitant 200 étudiants, l'exercice poursuivait également comme objectif d'inciter les jeunes à rejoindre la réserve cyber.

Depuis Paris, Cesson-Sévigné, Rennes, Mailly-le-Camp, Avord, Toulon, Lyon, Hyères et Brest, 300 experts se sont affrontés sur le champ de bataille numérique, contrant des menaces fictives cybernétiques affectant les systèmes d'information du ministère de la Défense. L'exercice inter-armées annuel Defnet (Defense Network) a eu lieu du 14 au 25 mars. Il a impliqué la totalité de la chaîne cyberdéfense et pour cette 3^e édition, il « s'est enrichi de deux objectifs supplémentaires : exercer le Centre opérationnel de cyberdéfense (Cocyber) à la planification et à la gestion de crise et renforcer les liens avec l'enseignement supérieur, dans le cadre de l'expérimentation de la réserve cyberdéfense », explique l'organisateur de l'événement, le lieutenant-colonel Victor.

Le Cocyber fait ses preuves

Le Cocyber a été créé en 2015. « Pour sa première participation, il a démontré toute son efficacité en éprouvant l'ensemble de ses procédures tout en poursuivant la gestion des opérations réelles. J'ai pu évaluer les capacités d'analyse, de coordination et d'action de cet état-major opératif », affirme l'organisateur. Sa mission est en effet de caractériser la manœuvre adverse et de proposer au vice-amiral Arnaud Coustillière, officier général cyber, la

réponse la plus adaptée. Le Cocyber est localisé au sein du Centre de planification et de conduite des opérations de l'État-Major des armées. Cette proximité lui permet

d'être pleinement intégré dans les opérations. Quant au scénario, « fictif mais concret, il a simulé l'ensemble du spectre des menaces qui pèsent sur le ministère, en France comme à l'étranger », précise le lieutenant-colonel Victor. Former et entraîner les experts cyber de la Défense est capital, mais un autre enjeu se dessine : le recrutement de jeunes professionnels ou d'étudiants qualifiés au sein de la future réserve de cyberdéfense, pour assister l'État et les armées en cas de crise numérique majeure. Cette année, 500 citoyens bénévoles viendront grossir les rangs de cette réserve à vocation opérationnelle. À l'horizon 2019, ils seront 4400. Dans ce cadre, 200 étudiants de l'ensei-

L'exercice en chiffres

- Plus de 300 participants étaient au rendez-vous, dont 100 militaires et civils des trois armées, directions et services et 200 étudiants issus de 11 établissements de l'enseignement supérieur (bac+2 à bac+5).
- 9 sites militaires du territoire national ont été investis.
- 5 bâtiments de surface de la Marine nationale ont contribué à l'exercice.
- 4 groupes industriels se sont associés pour développer une plate-forme technique déployée à bord d'un bâtiment de la Marine nationale.

gnement supérieur issus de 11 établissements ont participé à l'exercice. Cinq écoles de la région parisienne ont simulé leurs interventions depuis leurs propres sites. Sept de la région Bretagne se sont déplacées au sein l'École des transmissions de Cesson-Sévigné (Ille-et-Vilaine). Tous volontaires, les étudiants ont analysé l'attaque, éradiqué le code malveillant et reconstruit le réseau informatique. Pour Bastien, 24 ans, en 4^e année de diplôme d'ingénieur en informatique à l'Institut national des sciences appliquées de Rennes, « *Defnet permet de travailler dans des conditions réalistes et de mettre en pratique les connaissances théoriques* ». Ce futur chef de projet aérospatial dans la Défense confie avoir beaucoup appris sur la technique, la méthodologie à appliquer, les organismes à contacter et

les plans d'action à mettre en œuvre « *dans un temps très contraint* » ainsi que sur les réactions à avoir en situation de crise « *en liaison avec les autres entités* ».

Cette année encore, les objectifs fixés par les armées pour cet exercice majeur ont tous été atteints, renforçant ainsi la montée en puissance de la chaîne cyberdéfense. En 2015, plus de 700 attaques réelles contre les systèmes d'information ont été traitées par le ministère de la Défense, contre 420 en 2012 (soit une augmentation de 70 %), et 196 en 2011. La lutte contre les cyberattaques a été érigée au rang de priorité nationale par le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013 et le ministère poursuit l'amélioration de ses capacités dans ce domaine. ■

Candice Thomassin



Des étudiants participent à l'exercice Defnet depuis l'École des transmissions de Cesson-Sévigné.



©CGA/THÉMIS

**Entretien avec le contrôleur général des armées
Bernard Ducateau, directeur de la cellule Thémis**

« Pour 2016-2017, la cellule Thémis doit développer la formation et la prévention »

Créée en 2014, la cellule Thémis est au cœur du dispositif de lutte contre les violences sexuelles. Elle accompagne les victimes et veille à ce que des enquêtes soient menées et des sanctions prises. En deux ans, 161 dossiers ont été recensés. À l'avenir, des actions seront aussi engagées pour prévenir et former.

Cellule THÉMIS
Par téléphone : 01 42 19 88 88
Par courriel : themis@intnaef.gouv.fr
themis@defense.gouv.fr

Par voie postale :
Contrôle général des armées
Cellule Thémis
14 rue Saint-Dominique
75700 PARIS SP07

Quelles sont les missions de la cellule Thémis ?

Dès sa création en avril 2014, la cellule a très rapidement pris en charge les victimes qui la contactaient. Elle s'est aussi autosaisie de dossiers pour des faits qui étaient portés à sa connaissance. Concrètement, la cellule écoute les victimes et peut les recevoir en fonction des circonstances. Elle les accompagne, les conseille, les soutient dans la durée dans différents domaines (psychologique, juridique, social, professionnel, etc.). Elle veille également à ce que leurs droits soient respectés.

De plus, elle vérifie que des enquêtes disciplinaires ou administratives ont été menées. Si ce n'est pas le cas, la cellule demande le déclenchement d'une enquête. Le cas échéant, elle pourrait mener l'enquête elle-même, mais cette situation ne s'est pas présentée depuis septembre 2014. Elle vérifie que les sanctions disciplinaires sont bien adaptées.

Enfin, la cellule conseille le commandement, participe à la prévention et élabore des statistiques.

Quel bilan tirez-vous après deux ans d'existence ?

Depuis sa mise en place, la cellule constate des améliorations dans le traitement des dossiers. La prise de conscience se poursuit dans la durée, au moins à partir d'un certain niveau dans la hiérarchie. C'est encore parfois compliqué au niveau des cadres de contact, le plus souvent en raison de la difficulté à appréhender un sujet d'une grande complexité.

De plus, les enquêtes de commandement et administratives sont diligentées parfois même très longtemps après les faits, dès qu'une autorité locale a connaissance d'un cas. La dénonciation des faits et le dépôt de plainte sont maintenant assez systématiques, soit par la victime, soit par le chef de corps ou d'établissement au titre de l'article 40 du code de procédure pénal. Lorsqu'ils ont connaissance des faits, ces derniers font preuve de sévérité et peuvent mettre en place très rapidement des mesures conservatoires.

Pour 2014-2016, on recense 161 dossiers (voir tableau) pour lesquels la cellule a été saisie. Ce nombre doit être rapporté aux 275 000 agents militaires et civils de l'ensemble du ministère de la Défense. Il faut également prendre en considération que la création de Thémis a permis de libérer la parole et certains dossiers concernent des faits qui remontent à plusieurs années.

Et sur ces cas auxquels la cellule a été confrontée, combien ont abouti à des sanctions ?

La question des sanctions est une étape importante dans la reconstruction de la victime. Elle doit être abordée selon que les faits sont anciens ou pas.

Pour les faits anciens – le plus vieux remonte à 1982 –, il est très difficile, voire impossible de sanctionner. En revanche, depuis la création de la cellule Thémis, tous les nouveaux dossiers, ou presque, ont fait l'objet d'une enquête et si les faits étaient suffisamment établis, des sanctions ont été prises. Ces sanctions sont proportionnelles à la faute et vont des jours d'arrêt avec des répercussions très importantes sur la carrière jusqu'à l'exclusion.

Dans la plupart des cas, compte tenu de la gravité des faits, une procédure judiciaire est également engagée. À cet égard, Thémis accompagne les victimes dans leur demande de protection fonctionnelle afin que leurs frais d'avocat soient pris en charge par l'État.

Mais il est important de comprendre que poursuites pénales et sanctions disciplinaires sont indépendantes, et qu'il n'est pas nécessaire d'attendre l'issue de la procédure judiciaire pour prononcer une sanction disciplinaire. En effet, le temps judiciaire étant long pour des raisons propres à cette institution, il n'est pas question de laisser des faits sans réponse.

Quelles actions restent à entreprendre pour parfaire ce dispositif ?

Deux ans après sa création, la cellule Thémis est maintenant au cœur du dispositif de lutte contre les violences sexuelles, et s'appuie sur de nombreux réseaux et structures existants. Les avancées sont réelles : les victimes sont accompagnées, les auteurs sanctionnés et le commandement ne se sent plus seul à gérer des situations

LES DOSSIERS RECENSÉS

Le tableau recense pour chaque victime potentielle (faits présumés) le fait le plus « grave » ou le fait principal pour lequel elle a saisi la cellule Thémis.

CATÉGORIE	2014 - 2016
Viols	23
Agressions sexuelles (hors harcèlement)	32
Harcèlement sexuel	30
Captation d'image / Voyeurisme / Exhibition	14
Discriminations dont homophobie	45
Harcèlement sexiste	12
Violence / menace physique visant une femme	4
Divers	1
TOTAL	161

parfois d'une grande complexité. Nous avons également fait des progrès considérables en matière de transparence. Une première phase s'achève, même si ces avancées sont appelées bien évidemment à se poursuivre.

Il ne faut pas, en effet, se satisfaire de la situation actuelle, il faut aller plus loin encore et faire baisser significativement le nombre de dossiers : il s'agit d'une deuxième phase qui se prolongera jusqu'en 2017 et qui comprend deux axes d'effort.

Pour faire baisser le nombre de dossiers, il faut tout d'abord développer la formation sur ces questions, prioritairement dans les centres de formation des militaires du rang. En effet, une remontée plus fiable et harmonisée des informations a montré que si toutes les catégories de militaires sont concernées par les violences sexuelles, les militaires du rang le sont plus particulièrement : ils représentent 80 % des victimes et 60 % des auteurs alors qu'ils ne représentent que 40 % des militaires. Il faut également sensibiliser les cadres de contact à comprendre un sujet complexe. Ce premier axe d'effort consistera donc à mieux former.

Le deuxième axe portera sur la prévention. Il faut en effet préserver l'intimité du personnel féminin comme masculin dans les lieux de vie et éviter de créer des situations de promiscuité qui favorisent les risques de dérapage. Pour cela, il faut améliorer la gestion de la mixité dans les infrastructures d'hébergement. Dans un premier temps, l'État-Major des armées va répertorier tous les « points noirs » qui posent des problèmes. Dans un deuxième temps, des actions seront menées et des priorités fixées pour les faire disparaître. ■

**Propos recueillis par
Xave Gaspard Di Borgo**

20/04 CÉLÉBRATION DU CENTENAIRE DE L'ESCADRILLE LA FAYETTE



Présidée par Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, aux côtés de Jane Hartley, ambassadeur des États-Unis, la cérémonie du centenaire de la création de l'escadrille La Fayette a eu lieu à Marnes-la-Coquette, (Hauts-de-Seine). Deux vétérans américains des Tuske-

gee Airmen ayant combattu pendant la Seconde Guerre mondiale étaient aussi présents. L'unité N 124, plus connue sous le nom d'escadrille La Fayette, a été créée le 18 avril 1916, en pleine Grande Guerre. De jeunes Américains s'étaient engagés aux côtés des Français, alors que leur pays n'était pas encore entré dans le conflit.

06/04 DES ANNONCES AU CONSEIL DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ NATIONALE

À l'occasion du dernier Conseil de défense et de sécurité nationale, le président de la République a acté, comme annoncé en novembre devant le Congrès, l'arrêt des déflations entre 2017 et 2019 pour le ministère de la Défense, (9200 initialement prévues sur cette période), et l'ajout de 800 postes (soit au total un gain de 10000 postes). Par ailleurs, François Hollande a décidé d'accroître les ressources prévues dans la loi de programmation militaire pour financer les coûts de fonc-

tionnement et d'équipement associés, renforcer les effectifs et le rôle de la réserve, tout en prenant en compte les contraintes des armées en termes d'activité et de condition militaire. Enfin, comme demandé par le président de la République lors de ses vœux aux armées, le ministre de la Défense a présenté lors de ce conseil un plan d'amélioration de la condition du personnel pour répondre notamment aux sujétions imposées par le nombre des opérations extérieures et sur le territoire national.

06/04 UN RÉSERVISTE RÉCOMPENSÉ PAR LE PRIX DE L'ACTION SOLIDAIRE

Pour sa deuxième édition, le prix de l'Action solidaire, financé par la société Défense Conseil International (DCI), a été remis par le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, en présence du PDG de DCI, Jean-Michel Palagos, à Patrice Crampon.

Ce réserviste citoyen a su convaincre de jeunes volontaires de l'établissement pour l'insertion dans l'emploi de Montry (Seine-et-Marne) d'accompagner un blessé de guerre dans un fauteuil roulant lors des 20 km de Paris, en octobre dernier.



25/03 LA DGA RÉCEPTIONNE LE PREMIER BÂTIMENT MULTI-MISSIONS

La Direction générale de l'armement (DGA) a réceptionné le premier bâtiment multi-missions (B2M), baptisé *D'Entrecasteaux*. Ce nouveau navire de la Marine nationale rejoindra prochainement son port d'attache de Nouméa, en Nouvelle-Calédonie. Deux autres de

ces bâtiments destinés à assurer les missions de souveraineté outre-mer ont été commandés par la DGA. Ils sont destinés à la Polynésie française et à La Réunion. L'actualisation de la loi de programmation militaire 2014-2019 prévoit la commande d'un quatrième B2M.



AGENDA

29 MAI

Cérémonie de commémoration du centenaire de la Bataille de Verdun, à Douaumont (Meuse).



18 MAI

Colloque « Vivre la Défense » à l'occasion des 60 ans de la Commission armées-jeunesse, à l'École militaire (Paris).

23 MAI

Conférence sur « Les mutations du terrorisme » dans le cadre des lundis de l'IHEDN, à l'École militaire (Paris).

05/04 SIGNATURE DU CONTRAT PATROLLER



Le ministre de la Défense s'est rendu à Montluçon (Allier), sur le site de Sagem groupe Safran. Il a assisté à la signature du contrat de réalisation du programme de système de drones tactiques entre Vincent Imbert, directeur général adjoint de la Direction générale de l'armement, et Philippe Petitcolin,

directeur général de Safran. Safran produira le Patroller, un système de drones de renseignement et de surveillance en temps en réel. Répondant aux besoins opérationnels de l'armée de Terre, Patroller offre également des capacités d'endurance, de qualité des images, d'empreinte logistique et d'export accrues.

07/04 LE CEMA À LA RENCONTRE DES MARINS DE TOULON



En visite à Toulon, le général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées (Cema), a rencontré les marins engagés dans la conduite des opérations en Méditerranée, l'entraînement et la formation des équipages, ainsi que la préparation des opérations spéciales dans le domaine aquatique. Le Cema

s'est rendu au centre opérationnel marine, qui intervient sur des zones aussi sensibles que les bassins oriental et central de la Méditerranée, avant de rejoindre l'École de navigation sous-marine puis le « Pôle écoles Méditerranée ». Il a achevé sa visite par une rencontre avec les commandos marine.

07/04 DES RÉSERVISTES DU SSA FORMENT DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE

À l'occasion de la Journée nationale du réserviste, 25 étudiants en médecine ont appris les gestes de primo-intervention sur des victimes de type blessés de guerre ou d'attentat au cours d'un exercice préparé par

des réservistes du Service de santé des armées à l'université Claude-Bernard de Lyon 1. Les étudiants ont été encadrés par des soignants militaires et du SAMU 69, spécialistes de la médecine d'urgence et de guerre.



06/04 DES CIVILS DÉCORÉS DE LA MÉDAILLE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Dans le cadre de ses rendez-vous réguliers avec les industriels de la Défense, le sous-chef plans programmes de l'état-major de l'armée de Terre, le général de division Bernard Barrera, a remis à titre exceptionnel 5 médailles de la Défense nationale à des salariés de

Renault Trucks Defense à Limoges. Cet acte exprime la volonté de l'armée de Terre de récompenser des personnels méritants qui ont travaillé sur le véhicule de l'avant blindé à l'heure où celui-ci va progressivement être remplacé par le Griffon, véhicule blindé multirôle.



25 MAI AU 5 JUIN

Première coupe du monde de football militaire féminin, dans six villes de Bretagne.

31 MAI

Cérémonie de remise des Prix armées-jeunesse, à l'École militaire (Paris).

3 JUIN

Projection du film *Monsieur N*, dans le cadre de l'exposition « Napoléon à Sainte-Hélène », au musée de l'Armée (Paris).

13 AU 17 JUIN

Eurosatory 2016, salon international de défense et de sécurité, Parc des expositions de Paris-Nord (Villepinte).



Communication, un outil stratégique



pour la Défense

Qu'elle soit opérationnelle, institutionnelle ou au profit du recrutement, la communication a toujours été un enjeu majeur pour la Défense dans son lien avec la nation. À l'ère où le numérique s'impose, elle démontre une fois encore cette formidable capacité à se renouveler, tout en préservant la sécurité de ses opérations.

DOSSIER RÉALISÉ SOUS LA DIRECTION DE PAUL HESSENBRUCH

A. ROINÉ@CPAD/EMA

À l'assaut du terrain médiatique

La communication moderne de la Défense, qui naît durant la guerre d'Indochine, cherche à gagner les esprits et à faire adhérer aux actions des armées. Un objectif plus que jamais d'actualité mis en œuvre par un outil de communication régulièrement adapté aux nouveaux enjeux.



©ECPAD

Jamais les armées n'ont été totalement silencieuses : une armée muette ne pourrait remporter aucune victoire. Et jamais, évidemment, elles ne pourront se dispenser d'un contrôle sur les informations qui les concernent. Les armées ont donc toujours communiqué ; ce sont les modalités de cette communication qui ont évolué, non pas de manière linéaire mais dans une adaptation continue, plus ou moins heureuse et efficace, aux exigences de leur temps et des conflits.

La maîtrise de l'information, le rôle des images sont des enjeux qui déjà préoccupaient les décideurs politiques et militaires pendant la Grande Guerre. On peut cependant estimer que les grands aïeux des actuels services de communication naissent avec la guerre d'Indochine. Comment raconter ce conflit lointain et d'une nature nouvelle ? Sur le terrain, c'est le

général de Lattre de Tassigny qui fait prendre un tournant à ce qui s'appelle aujourd'hui la communication opérationnelle, dont la charge revient alors au Service presse information : davantage de moyens sont déployés, notamment pour la captation et l'utilisation des images dans le récit de la guerre qui est menée. De l'Indochine à l'Algérie, les tâtonnements structurels se poursuivent, les noms et les acronymes des services changent, mais une préoccupation demeure constante : comment gagner

les esprits et les faire adhérer aux actions que mènent les armées ? Le contexte idéologique de la guerre d'Algérie et l'engagement important des appelés constituent des données qui ne peuvent être laissées de côté.

L'issue tragique de ce conflit en 1962 mène à une période de repli des services d'information du ministère et des armées. Le Service d'information et de relations publiques des armées (Sirpa) est créé en 1969. Sa politique, sans être très offensive, notamment sur le sujet de l'action des armées en dehors des frontières nationales, consiste à s'adapter aux médias de masse, en particulier à la télévision. Pendant presque trente ans, jusqu'en 1998, des liens nouveaux se tissent entre journalistes et milieux de la Défense, avec une curiosité réelle pour ce qui se fait de nouveau, dans les milieux de l'entreprise ou de la politique, en termes de communication.

À gauche : interview d'un officier de presse de la Dicot par une journaliste civile française, en avril 2000, au Kosovo.

Ci-contre : reportage sur les troupes françaises dans l'opération Daguet, en février 1991, à Koweït City.



©ECPAD

Les réflexions qui aboutissent à la réforme de 1998 répondent alors à plusieurs nécessités : le Sirpa a largement œuvré pendant la guerre froide et le contexte géopolitique a changé. La guerre du Golfe a été un moment de mise à l'épreuve pour les services de communication des armées soumis à une demande médiatique intense, alors que les Américains, militaires et journalistes, font dans le même temps la démonstration d'une très grande capacité de relations et de travail conjoint, politiquement critiquable mais structurellement efficace. Enfin, en 1996, Jacques Chirac, alors président de la République, a annoncé la suspension du service militaire ; la professionnalisation des armées impose une adaptation radicale.

La communication à l'épreuve des opérations

En 1998, naît donc la Délégation à l'information et à la communication de la Défense, qui chapeaute l'ensemble de la communication de la Défense, accompagnée par une structure de l'État-Major des armées, l'EMA Com, pour tout ce qui concerne les opérations, et s'appuyant sur les Sirpa des trois armées, celui de la gendarmerie, ainsi que les structures du Service de santé des armées et de la Direction générale de l'armement.

Depuis cette date, quelques grands moments de la vie opérationnelle sont venus bousculer les équilibres prévus dans les textes de 1998. Les communicants ont appris à tirer des leçons des crises. Certaines ont été des matrices d'évolutions : les tensions auxquelles la force Licorne a dû faire face en Côte d'Ivoire en 2004 et 2005, puis l'embuscade d'Uzbin en Afghanistan en août 2008, ont montré que tous les types de mission, d'interposition ou de combat nécessitent une adaptation continue. La question des modalités de travail avec les journalistes et des équilibres entre nécessaire discrétion et indispensable information des médias n'a évidemment pas trouvé de réponse définitive. Les moments de tensions entre ces deux exigences perdurent. Les premières semaines de l'opération Serval, au Mali, en ont par exemple constitué un,

l'état-major ayant invoqué la nature particulière de la mission et son contexte géographique et stratégique pour resserrer ses dispositifs de communication au profit d'une meilleure sécurité des forces et du bon déroulement de l'intervention.

Équilibre délicat

Il a fallu du temps pour que ces structures trouvent leurs habitudes de fonctionnement, et les modalités de leurs relations demeurent elles-mêmes mouvantes, comme elles l'ont été par le passé. L'équilibre entre le politique et le militaire, le poids pris par la communication opérationnelle, alors que le nombre d'opérations s'est multiplié, continuent de faire l'objet d'une réflexion permanente. Il n'existe pas de structure de communication parfaite, ni au sein de la Défense, ni ailleurs. Celles de la Défense, sans doute moins que toutes autres, n'échappent pas au débat public, et c'est heureux car l'information des Français dans ce domaine n'est pas un sujet secondaire. Les éventuelles tensions qui surgissent peuvent alors être intelligemment éclairées par des décennies de pratiques et d'apprentissage mutuel ; et cela arrive régulièrement, mais alors, personne n'en parle puisque ce qui fonctionne en ce domaine ne devient jamais sujet de discussions. Une chose est sûre, parler de la « grande muette », c'est traiter de manière bien trop lapidaire cette communication de la Défense qui soulève des questions de fond qui ne seront jamais définitivement réglées.

Enfin, la manière dont la Défense s'adresse aux Français dépasse le seul cadre de ses relations avec les médias : toutes les initiatives de communication institutionnelle, les campagnes de recrutement, la politique culturelle du ministère de la Défense, la présence des armées lors de grands événements publics, comme c'est le cas au Salon du livre de Paris depuis 1981 par exemple, sont autant d'occasion d'entretenir des rapports directs avec les citoyens. ■

Bénédicte Chéron, historienne, chercheur partenaire au Sirice

Une fonction en pleine mutation

Contraintes budgétaires obligent, la communication a entamé une mue qui s'achèvera en 2018. Parmi les changements majeurs: une forte baisse des effectifs, un regroupement à Balard avec une mutualisation des moyens et une utilisation optimale du numérique.

Participant pleinement à la transformation de l'ensemble du ministère, la structure de communication de la Défense a connu en moins de trois ans une évolution radicale dans trois dimensions: la déflation des effectifs, le regroupement des organismes parisiens à Balard et le passage au numérique et aux médias sociaux.

Faire plus avec moins

Jusqu'à la suspension du service national par la loi de 1997, les services d'information et de relations publiques des armées (Sirpa) et l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) pouvaient choisir les futurs journalistes ou communicants dans la ressource des appelés. Les années qui ont suivi ont vu une adaptation avec le recrutement de jeunes sortant d'écoles de communication comme stagiaires, CDD et CDI. Mais avec les contraintes budgétaires des années 2000 et les politiques de réduction des coûts dont la révision générale des politiques publiques, la Défense a dû, comme les autres ministères, procéder à de drastiques réductions de budgets et d'effectifs.

Pour illustrer cette tendance lourde, un seul chiffre: le total des communicants du ministère, armées, directions et services, était de 1200 emplois temps plein (ETP) en 2008. L'objectif pour l'ensemble des organismes d'information et de communication de la Défense (OICD), sous la coordination de la Délégation à l'information et la communication de la Défense (Dicod), est de 650 ETP fin 2018, avant-dernière année de la loi de programmation militaire.

Une étape a été franchie à l'été 2015, avec l'arrivée des OICD à Balard, le nouveau siège parisien du ministère qui réunit les services précédemment dispersés entre l'îlot Saint-Germain, la Concorde, Balard, Arcueil, etc. Cet effort considérable de réduction des effectifs n'a pu être réalisé qu'en développant des synergies entre les différents organismes, Dicod et Sirpa.



C. VENNIN@DICOD

Et en proposant des formations spécialisées à l'ensemble des communicants, notamment grâce à des experts externes et à l'organisation de séminaires.

Regrouper les fonctionnalités

Ce premier travail s'est accompagné d'un inventaire des fonctions, en l'absence d'une catégorie « communication » dans la grille des métiers de la fonction publique, en particulier au sein de la Défense. Identifier les fonctions, catégoriser les

tâches, lister des critères communs, cette analyse fonctionnelle a été conduite collectivement par la Dicod et les Sirpa, préalable à la préparation d'une implantation concertée des OICD dans leur nouvel espace commun à Balard.

Plus d'un an avant le déménagement, préparé par un groupe de pilotage associant toutes les entités concernées, a été établi un plan d'aménagement prévoyant non seulement l'implantation des entités mais aussi l'installation individualisée de chacun avec son poste de travail et sa connexion informatique. Travail long et fastidieux qui a permis d'installer chacun dès son arrivée à Balard et de ne jamais cesser la communication opérationnelle des entités de communication dans une actualité défense exceptionnellement chargée en 2015, et tout en travaillant au succès de la communication de terrain



Le Centre de presse mutualisé situé à Balard (Paris).

dans les opérations extérieures et sur le territoire national, au rayonnement des armées et à l'efficacité du recrutement. Au résultat, c'est un nouveau fonctionnement pour la communication de la Défense. Répartis entre les pôles est et ouest de Balard, les communicants se rapprochent par fonction technique : officiers de presse réunis dans un grand centre de presse, rédactions des magazines d'armées regroupées dans des salles contiguës au cœur de Balard est, etc. Tout cela avec des infrastructures modernes communes comme

le complexe unique de la salle de presse Koenig, avec son accès dédié, ses studios d'enregistrement, ses cabines de traduction et sa salle de travail. « L'effet Balard », pour les communicants, c'est la réalité d'une coordination accrue et d'échanges plus riches pour travailler mieux ensemble au profit de tout le ministère. Passer de la phase « synergies » à la phase « interactions/mutualisations » en mettant en commun certaines fonctions techniques ou d'exécution permettra d'affronter le nouveau palier de déflation à l'horizon fin 2018 en prenant avantage de la mise en commun des ressources et des équipes. À terme, c'est consolider encore la famille des communicants par le développement d'un plan interne spécifique de mutations (à côté du plan annuel des mutations), consistant à échanger des compétences entre Sirpa et Dicod et créer ainsi des parcours qualifiants de communication, tant pour les civils que pour les militaires.

Oser le numérique

Troisième dimension de cette réforme ambitieuse, l'accès généralisé au numérique. Il passe par une refonte en cours du portail Internet « defense.gouv.fr », pour offrir de nouvelles fonctionnalités tout en garantissant la meilleure protection possible contre les cyberattaques pratiquement quotidiennes. Ce nouveau portail, fédérateur des sites du ministère, de l'État-Major des armées, des armées, directions et services, facilitera l'accès aux revues disponibles dans un format numérisé interactif parallèlement aux éditions papier, conservées pour répondre aux attentes des armées.

Simultanément, la plate-forme numérique et audiovisuelle de la Défense développée par l'ECPAD à horizon fin 2016 sera l'outil de nouvelle génération offrant au public l'accès à l'ensemble des archives photographiques et vidéo de la Défense – un patrimoine en cours de numérisation.

Sans attendre la modernisation des outils, les équipes de communication conduisent depuis deux ans un effort considérable sur les médias sociaux, créant et animant les pages Facebook dédiées, ainsi que des comptes YouTube et Dailymotion, désormais relayés par des fils Twitter particulièrement dynamiques, qui enregistrent des scores de fréquentation impressionnants : plus d'un million d'abonnés pour les deux pages Facebook de l'armée de Terre, des centaines de milliers de followers sur les pages recrutement de chaque armée, des tweets vus plus d'un million de fois sur le compte « [EtatMajorFR](https://twitter.com/EtatMajorFR) » et des hashtag « viraux » comme #blessés-deguerre ou #ReservisteMoiAussi. Ces résultats spectaculaires sont le fruit d'un apprentissage patient, du recours aux experts externes et d'une créativité enthousiaste, à l'image de l'ensemble de la communication défense ! ■

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense

Exposer sans révéler

La communication opérationnelle, pilotée par l'État-Major des armées, doit satisfaire la demande d'information des citoyens, et préserver la sécurité des militaires engagés sur les théâtres. Ce qui rend parfois les opérations délicates à illustrer.

Pour toute opération, l'opinion publique exige images et informations. C'est en particulier le rôle des médias de répondre à cette demande. La communication opérationnelle y contribue également, tout en veillant à faire respecter la confidentialité de certaines opérations et à faciliter le travail des médias dans les zones de combats. C'est en substance ce qu'expliquait dans nos colonnes, en avril 2013, le général Thierry Burkhard, alors colonel et conseiller communication du chef d'État-Major des armées. Dans son article « Les impératifs de la communication opérationnelle » paru en pleine polémique sur la couverture médiatique de l'opération Serval, l'État-Major des armées (EMA) avait souhaité revenir sur les deux impératifs guidant l'action de la communication opérationnelle: « *La préservation de la confidentialité des opérations et l'information de l'opinion publique afin d'obtenir son soutien.* »

Journalistes intégrés aux unités

Deux logiques pouvant s'opposer selon que l'on se place sur le tempo médiatique, ou celui des opérations, du côté de la presse ou du côté des forces... Mathieu Mabin, ancien militaire et correspondant pour France 24, résume en une formule cette dichotomie: « *Les journalistes et les militaires se détestent, jusqu'à ce qu'ils se rencontrent.* » Depuis l'engagement de la France en Afghanistan, « *l'embedded* », c'est-à-dire l'immersion de journalistes au sein des unités, est devenu le mode de traitement privilégié par



les rédactions. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance, notamment la difficulté pour les journalistes de couvrir les conflits des deux côtés, étant eux-mêmes devenus des cibles susceptibles d'être prises en otage ou exécutées. En opérations, cette immersion n'est pas sans conséquences pour les forces, qui doivent prendre en compte la présence de ces civils dans la manœuvre opérationnelle. « *Du chef de corps au soldat en passant par le chef de section, chacun sait que la guerre se gagne aussi par l'image. La nouvelle génération de militaires en a pleinement conscience et l'effort demandé est souvent bien accueilli* », explique le capitaine Marc, officier presse à la Délégation à l'information et à la communication de la Défense et adjoint au conseiller communication de l'opération Barkhane de novembre 2015 à janvier 2016. Cette prise en compte se vérifie aussi dans la formation des officiers et sous-officiers, qui sont acculturés au cours de leur parcours aux médias. « *Journalistes, militaires, nous sommes à la fois interdépendants et partenaires. Ce partenariat repose essentiellement sur le respect et la confiance mutuelle* », ajoute l'officier. Lors de certains reportages en immersion, les journalistes s'engagent à ne pas divulguer l'information avant la fin de l'opération. « *Le temps médiatique n'est pas forcément*

À gauche : point-presse lors des premiers jours de l'opération Serval, à Markala, au Mali, le 16 janvier 2013.

Au centre : le 28 avril 2015, un A340 de l'escadrille de transport 3/60 Esterel s'apprête à décoller de l'aéroport Charles-de-Gaulle pour acheminer du fret vers le Népal, frappé par un séisme.

À droite : conférence de presse du contre-amiral René-Jean Crignola, commandant de la force aéromaritime française de réaction rapide, sur le pont d'envol du porte-avions Charles-de-Gaulle, le 18 novembre 2015, pendant l'opération Chammal.



celui des opérations, ajoute le capitaine Marc, et nous demandons parfois aux journalistes insérés de ne pas diffuser l'information pour ne pas compromettre le bon déroulement des missions en cours. »

L'EMA aux commandes

Pour coordonner toute la manœuvre de communication opérationnelle, l'EMA dresse au niveau central un plan média qui prend notamment en compte les opportunités d'accueil des journalistes au sein des forces, tout en identifiant les missions pouvant faire l'objet d'une médiatisation sans compromettre leur succès. Ce plan vise à ce que chaque théâtre puisse bénéficier d'une exposition médiatique conforme au niveau d'engagement des forces. Il répond aussi à une nécessaire transparence de l'utilisation des forces militaires vis-à-vis du public et des décideurs. Enfin, dans certaines situations, l'emploi d'équipes images des armées et de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle permet à l'EMA de fournir des bandes éléments et des photos aux rédactions afin qu'elles illustrent l'actualité des conflits.

Outre la sensibilité des opérations, d'autres problématiques entrent en ligne de compte dans la communication

sur les engagements des armées françaises. Pour Harmattan, en 2011, comme aujourd'hui pour Chammal, il est parfois difficile d'illustrer les combats en les incarnant par des histoires, notamment les opérations menées dans la troisième dimension. « *L'histoire à raconter dans les médias devient une histoire longue, à l'issue de plus en plus incertaine. Que raconter aux Français ? Que dire à l'opinion ? Les guerres ont besoin de discours politiques pour être comprises et admises, mais ils ne suffisent pas. Sans matière charnelle, le récit finit par tourner à vide, et les populations par ne l'entendre que d'une oreille distraite* », soulignait Bénédicte Chéron dans une tribune publiée en septembre 2015 où elle expliquait « *l'absence de spectaculaire rattaché à ces opérations* ».

Pour le ministère de la Défense, l'accès à l'information des opérations reste une priorité, en témoigne l'ouverture récente du compte Twitter de l'EMA ou les points de presse hebdomadaires tenus à Balard, au sein même du ministère, détaillant l'actualité des opérations. À travers la communication opérationnelle, l'opinion publique peut ainsi juger de l'état de nos forces et de la mise en œuvre des décisions politiques.

■ Paul Hessenbruch

Capter le réel pour informer et témoigner

Depuis plus d'un siècle, des opérateurs de la Défense parcourent les théâtres de conflits pour enregistrer images fixes et animées. Ces documents alimentent aussi bien les médias que la communication des armées. Ils sont ensuite archivés, prenant une valeur historique.



©ECPAD

Un caméraman et un photographe des armées au Chemin des Dames, en mai 1917.

À y regarder de plus près, la mission des « soldats de l'image » est restée intacte en un siècle de cinéma et de photographie de guerre. Lorsqu'en 1915, en pleine guerre mondiale, le ministre de la Guerre créa les sections des opérateurs de l'armée, il s'agit déjà de « documenter le conflit », filmer et photographier pour inventorier les dommages de la guerre, pour la propagande et les opérations militaires. Depuis, selon la même recette séculaire, l'appareil au poing et la passion chevillée au corps, les photographes et cameramen en uniforme témoignent de la guerre en partageant le baroud des soldats jusqu'en première ligne. La production de ces

opérateurs alimente ensuite les fonds d'archives du ministère de la Défense, une collection riche aujourd'hui de plus de 11 millions de clichés et de 30 000 titres de films. Ces images deviennent, à l'épreuve du temps, la matière première du nécessaire travail des historiens pour qui la patine des années sublime le travail des reporters.

Témoigner pour ses contemporains

Aujourd'hui, les différentes exploitations de ces prises de vue issues des zones de conflit font de l'audiovisuel militaire un genre à part entière. Et entièrement à part. Les images sont d'abord reprises et diffusées par les actualités des chaînes de télévision et des agences de presse ou, dans un autre répertoire, elles alimentent les briefings d'états-majors sur les théâtres d'opération. La Défense exploite également sa production pour sa propre communication. Dans tous les cas, les images sont destinées à enrichir le patrimoine audiovisuel militaire conservé à l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD). Les « rapporteurs d'images » des armées reconnaissent volontiers cette fonction testimoniale de leur travail, qui permettra la compréhension du conflit par les générations à venir. Toutefois cette écriture audiovisuelle de l'histoire que d'aucuns considèrent comme impérieuse est parfois méconnue sur le terrain. Pour le capitaine Michael, chef d'équipe images à l'ECPAD, « *il est primordial, dès notre arrivée sur un théâtre, de rappeler systématiquement nos missions. Car le recueil d'images d'archives est un travail particulièrement délicat qui nécessite de ne pas imposer de limites à la prise de vue, que ce soit au niveau de l'intimité ou même de la souffrance de ceux que nous filmons ou que nous photographions. C'est parfois à ce prix*



A. ROINÉ@ECPAD

Un officier image tourne au sein d'un convoi du 2^e régiment étranger de parachutistes, en Kapisa (Afghanistan), en mai 2010.

parfois à ce prix que les images parlent. Les militaires au front sont de plus en plus sensibles à cette exigence. » En permanence, les équipes images des différentes armées se relaient sur tous les théâtres. En immersion avec les unités de combat, ils sont les seuls à recueillir des images d'une rare authenticité. « En outre, les appareils numériques de prise de vue permettent aux équipes images de multiplier les captations alors que leurs aînés étaient matériellement limités par les capacités des supports d'enregistrement vidéo et photo. Cela représente une réelle plus-value pour rendre compte en images d'un événement dans sa quasi-totalité », remarque le capitaine Michael.

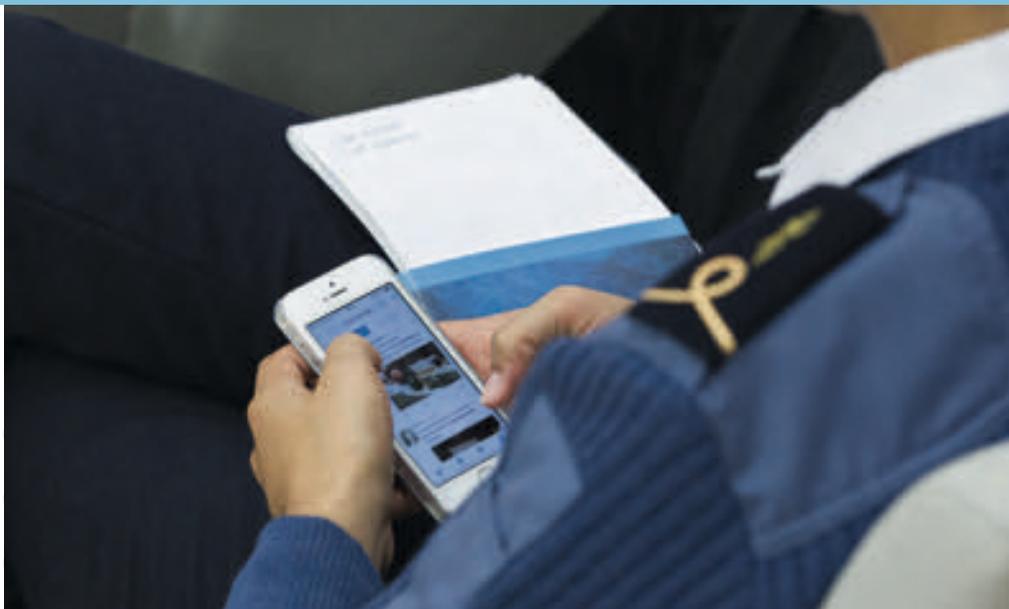
Au service de la mémoire

Parce qu'elle permet la représentation tangible d'un temps révolu, l'image d'archive contribue à la conscience historique des événements. Mais elle est aussi souvent dépourvue de contrechamps. Aussi, sa valeur historique serait fragile sans un apport documentaire selon Xavier Sené, conservateur et chef du pôle de conservation et valorisation des archives à l'ECPAD: « *Actuellement, nous recevons près d'un million de clichés argentiques ou numériques par an. Notre vocation est de conserver ces images d'archives afin que les cher-*

cheurs puissent étudier leur intérêt historique. Ce qui signifie, au quotidien, qu'il nous faut inventorier, documenter, numériser et ouvrir à la consultation les versements de près de 200 services producteurs d'images dans la Défense. » Une charge de travail qui ne faiblira pas à l'avenir puisque « le ministre de la Défense a demandé à l'Établissement de devenir le centre d'archives définitives pour l'image fixe et animée du ministère », ajoute le conservateur.

Alors que la photographie peinait à se faire une place sous les drapeaux, la Grande Guerre a hâté l'émergence de la notion même d'archives cinématographiques. Pourtant, les reporters sous l'uniforme n'ont pas toujours été subordonnés aux services de communication de la Défense comme c'est l'usage aujourd'hui dans la plupart des armées du monde. Les sections photographique et cinématographique des armées ont d'abord été sous la tutelle conjointe des ministères de la Guerre et de l'Instruction publique puis elles dépendront du sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil. Mais en cent ans de reportages de guerre, les images de ces chroniqueurs de l'histoire ont toujours œuvré contre l'oubli.

Grégoire Chaumeil



Twitter s'est imposé comme un média privilégié pour la diffusion d'informations du ministère.

C. LEBERTRE@D/COD

La Défense surfe sur les réseaux

Les communicants du ministère ont su tirer parti de la vague des réseaux sociaux. Grâce à Facebook et Twitter, ils mettent en avant des informations sous des formes multimédias diverses et créent de nouveaux types de liens avec une large communauté.

Les réseaux sociaux constituent l'agora du XXI^e siècle. Véritable caisse de résonance de l'opinion publique, ils se sont invités dans le débat politique et social. Les citoyens y discutent directement et librement avec leurs représentants. Les institutions y gagnent également en audibilité car les médias sociaux leur permettent de prendre part aux discussions citoyennes et de les humaniser grâce à leur ton plus informel. Le ministère de la Défense y est présent depuis 2010.

« La communication du ministère sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook, cherche principalement à s'éloigner de l'image de "La grande muette" en communiquant sur les actualités du ministère », affirme Barbara, community manager de la page Facebook Defense.gouv. Et le major Éric, community manager du compte Twitter Defense.gouv, d'ajouter: « Nous rendons compte de nos actions à la population et cherchons à obtenir son soutien. » Le ministère propose une communication numérique plurielle. À ce titre, chaque armée possède sa propre

page Facebook et son propre compte Twitter. « Sur Facebook, nous véhiculons ses valeurs: le soutien aux forces déployées, la solidarité envers les militaires blessés, la mémoire des anciens combattants, la culture du partage, précise Barbara. Facebook nous permet de souder l'importante communauté Défense qui s'y est formée. L'approche se fait avec plus de proximité: les internautes, en demande de contact direct avec le ministère et les armées, nous interrogent via des commentaires ou des messages privés. Nous cherchons aussi à créer de l'engagement avec notre communauté: nous proposons régulièrement des contenus interactifs comme des quiz ou des appels à témoin. »

Diffuser des contenus

Si Facebook est une plate-forme permettant de générer du lien social entre les utilisateurs, Twitter tend plutôt vers la diffusion d'informations. En effet, les tweets voyagent au-delà du réseau d'origine: la presse écrite et audiovisuelle peut les insérer dans ses articles ou ses journaux

télévisés. Ceux diffusés par le compte Twitter du ministère rencontrent un très grand écho. « *Nos contenus sont repris par la presse civile, surtout lorsqu'ils concernent des sujets d'actualité* », note le major Éric.

Sur Facebook, la page de l'armée de Terre comptabilise plus de 540 000 fans, celle de la Marine nationale plus de 200 000, et celle de l'armée de l'Air 195 000. Quant à Twitter, l'armée de Terre affiche 54 000 abonnés et la Marine comme l'armée de l'Air en compte presque 40 000.

Le compte Twitter @Defense_gouv, quant à lui, comptabilise aujourd'hui plus de 175 000 *followers* (abonnés). « *Depuis septembre 2014, le compte Defense.gouv a véritablement explosé, souligne le major Éric. L'avantage d'un média comme Twitter, au-delà de la veille médiatique que nous permet cet outil, est de diffuser au même instant le même message à la communauté connectée, citoyens et médias confondus.* »

Cette communication numérique se fait en collaboration avec les services d'information et de relations publiques des trois armées. « *Pour les grands événements comme le défilé du 14 Juillet ou les commémorations du 11 Novembre, nous mettons en place des actions de communication coordonnées* », précise le major Éric.

Pour sensibiliser ses agents civils et militaires aux pratiques des réseaux sociaux, le ministère a publié en avril 2012 un *Guide du bon usage des médias sociaux*. Ce document attire l'attention sur « *le fait que dans les conflits modernes, nos "ennemis" scannent régulièrement le web (réseaux sociaux, blogs, forums, sites personnels...) à la recherche d'informations sensibles et pour détecter nos vulnérabilités.* » Le guide rappelle qu'il convient d'être « *extrêmement vigilant* ». Dans un contexte marqué par une dégradation de la sécurité et une progression de la menace terroriste, et compte tenu de la rapidité de la circulation de l'information, « *la sécurité des opérations prend une importance jamais atteinte* », souligne le guide. ■

Domenico Morano



C. LEBERTRE@ICOD

3 QUESTIONS À JÉRÔME TOMASINI

Chez Twitter France depuis août 2013, Jérôme Tomasini, est chargé d'accompagner dans leur utilisation du média les principaux acteurs du monde de l'information et de la politique dans l'Hexagone.

Comment le ministère de la Défense emploie-t-il Twitter ? Quelles sont les caractéristiques de cet usage ?

Début 2010, le ministère de la Défense a envoyé son 1^{er} tweet depuis le compte @Défense_gouv. Plus de 18 500 tweets plus tard, la Défense a non seulement développé sa présence sur la plate-forme, mais plus encore son écosystème. On peut ainsi suivre le ministre sur @JY_LeDrian, les trois armées sur @armeedeterre, @Armee_de_lair et @MarineNationale, ainsi que, depuis fin 2015, l'État-Major des armées sur @EtatMajorFr. Le compte du ministère a bâti sa communauté d'abonnés en partageant des annonces, en commémorant des grandes dates ou encore en publiant des contenus multimédias (webserie, photos, archives) très prisés du public. Capitalisant sur la nature conversationnelle de Twitter, @Defense_Gouv a pris aussi régulièrement part à des conversations avec d'autres utilisateurs notamment lors des #VendrediLecture.

Quel est l'intérêt de communiquer sur Twitter pour une telle institution ?

Twitter offre la possibilité au ministère de se rendre plus accessible en échangeant directement avec d'autres institutions, des personnalités et des citoyens. Tout cela participe à rendre le ministère plus proche, plus humain et au final plus écouté.

Twitter permet aussi de toucher une audience considérable. Au-delà de nos 320 millions d'utilisateurs mensuels, on dénombre plus de 500 millions de personnes qui consultent chaque mois du contenu sur Twitter sans être connectés à un compte.

Cet outil permet de contrôler son message, le moment comme le format de diffusion. Les tweets sont généralement repris tels quels par les médias, tweeter est la garantie de voir son message préservé.

Qu'est-ce qui fait qu'une communication sur Twitter est réussie ?

Écouter, réagir, échanger : une communication réussie sur Twitter passe avant tout par l'art de la conversation. Il convient de prendre la parole à bon escient et de manière multimédia. Au-delà de la transmission d'informations, il est aussi capital de partager des émotions, joyeuses comme tristes, mais toujours avec délicatesse. Célébrer une date anniversaire autant que rendre hommage aux soldats morts pour la France contribue à créer, au moyen de Twitter, un lien privilégié entre l'institution et un large public.

La révolution digitale au service du recrutement



« **V**otre volonté, notre fierté », « Faites un pas vers votre avenir », « Ici toute une armée croit en vous ». Dans la rue, à la télévision, sur Internet, ces slogans pour les campagnes de recrutement des armées font partie de notre quotidien durant quelques semaines. Mais aux côtés de cette communication traditionnelle apparaissent aujourd'hui des stratégies inédites et de nouveaux supports médiatiques. Aux oubliettes le célèbre « Engagez-vous ! ». Pour répondre aux différentes problématiques auxquelles elles sont confrontées, les armées doivent d'abord faire passer le bon message. Leur cible : les jeunes de 15 à 29 ans de la classe de 3^e à un niveau bac+5. « Notre image emblématique est celle du pilote, explique le capitaine Anne Belondrade,

adjointe au chef de la division marketing au sein du bureau recrutement de l'armée de l'Air. Il s'agit d'un formidable outil de communication, mais qui ne doit pas faire oublier la diversité de nos métiers et leur accessibilité. Pour y remédier, nous essayons de jouer avec les codes des jeunes, en faisant toujours preuve de plus d'imagination. Pour autant, il ne s'agit pas de tromper un candidat potentiel. Nous devons faire la part entre le rêve et la réalité du terrain. La manière dont nos campagnes peuvent être perçues en interne est aussi un point d'attention. »

Une campagne de communication pour le recrutement demande un travail long et exigeant. Des dialogues compétitifs sont lancés entre plusieurs agences privées auditionnées par des représentants du Service du commissariat des armées, du Service d'information du gouvernement, de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense, des services d'information et de relation presse des armées, du bureau recrutement et de la division marketing de l'armée concernée. Une campagne est conçue pour durer trois ans avec un projet unique. Il doit se décliner en plusieurs produits pour éviter une certaine lassitude et rester audible. « La stratégie choisie doit faciliter le travail des acteurs de terrain que sont les conseillers des centres d'information et de recrutement des forces armées (Cirfa),



Aux côtés des traditionnelles campagnes publicitaires dédiées au recrutement, les trois armées donnent une place toujours plus importante aux médias numériques et aux nouvelles méthodes de communication. Réseaux sociaux, applications mobiles... font partie des nouveaux outils pour séduire les 15-29 ans.

souligne le lieutenant de vaisseau Olivier Ribard, chef du bureau communication de recrutement et marketing de la Marine nationale. *Notre communication doit nourrir le projet d'un candidat de façon sereine et le guider vers l'un des cinquante métiers de la Marine nationale.* »

Exploiter les supports digitaux

Dans un monde où tout va très vite et où le digital prend le pas sur les autres modes de communication, les stratégies de recrutement doivent s'adapter. « *Aujourd'hui, l'objectif est d'abandonner les grosses campagnes massives pour une communication de transformation, affirme le lieutenant-colonel Emmanuel Dosseur, adjoint au chef du bureau marketing et communication de recrutement de l'armée de Terre. En 2015, nous avons recensé 170 000 candidats identifiés, c'est-à-dire des jeunes qui déclarent, sur les*

sites de recrutement, vouloir s'engager au sein de l'armée de Terre. Au final, 15 000 d'entre eux sont recrutés. Nous perdons énormément de jeunes dans le processus de recrutement, qui peut durer jusqu'à cinq mois. Pour faire face à ce problème et bien cibler nos futurs engagés, nous avons réfléchi à une nouvelle stratégie et à de nouveaux supports. ». Carnet du candidat, livret pour les familles, application mobile, compte internet personnalisé, réseaux sociaux, tous les outils de



communication modernes sont mis au service du recrutement. Objectif : donner des informations utiles et garder le contact entre le candidat et son conseiller en Cirfa pendant tout le processus de recrutement.

Attirer les jeunes, les guider et les fidéliser dans leur engagement, les objectifs des bureaux de recrutement des armées sont complexes et doivent s'adapter à une révolution digitale qui transforme les codes d'une communication traditionnelle. Surtout dans une période où les besoins s'accroissent. « *Dans notre nouvelle campagne, nous avons adapté des produits pour la réserve. Car nous devons recruter 5 000 réservistes en 2016* », complète le lieutenant-colonel Emmanuel Dosseur.

Camille Martin

L'application « sengager.fr »

L'application digitale « sengager.fr » représente une petite révolution dans le monde du recrutement. Véritable coaching en ressources humaines, qui allie dans une même application des exercices psychotechniques et des tests sportifs, cet outil permet de préparer le candidat avant et durant tout son parcours de recrutement. Mise en place en 2014 par l'armée de Terre, l'application permet au jeune d'avoir une véritable connaissance de cette armée en amont et un suivi personnalisé avec son conseiller.

Regards croisés

sur la com du ministère

Homologues institutionnels, personnalités des médias et partenaires de pays alliés rencontrés par *Armées d'aujourd'hui* livrent leur point de vue sur la politique et les outils de communication de la Défense. Ils mettent en avant ses points forts et effectuent des comparaisons.



© MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Romain Nadal, directeur de la communication et de la presse et porte-parole du ministère des Affaires étrangères

« Ces dernières années ont été marquées par des interventions militaires françaises extrêmement importantes qui ont été mondialement remarquées et majoritairement soutenues au sein de la communauté internationale ; je pense par exemple au Mali ou à la République centrafricaine. Sur ces sujets qui ont occupé l'agenda diplomatique et stratégique de la France, le travail conjoint entre les Affaires étrangères et la Défense a été constant, y compris dans le domaine de la communication et de l'expression publique. Il n'y a pas de compétition entre nous, contrairement à certaines idées reçues. Au contraire, je dirais que les principes qui régissent les relations entre nos deux directions de la communication sont la concertation et la confiance. Chaque administration possède des compétences bien déterminées et le succès de notre action dépend de notre complémentarité. En effet, si nous nous exprimons de façon complémentaire chacun dans nos domaines, nous serons d'autant plus convaincants et efficaces. Notre coopération est encore plus étroite sur des affaires sensibles comme les enlèvements de ressortissants français à l'étranger, qui sont des situations dramatiques, parfois même tragiques pour les familles. À mon sens, l'image de la « grande muette » est donc un lointain souvenir. La Défense est aujourd'hui un ministère moderne et très actif dans sa communication. Je tiens d'ailleurs à saluer le travail qui a été fait par les différents porte-parole, que ce soit Laurent Teisseire, qui a été une personnalité éclairante et avec laquelle nous avons travaillé en étroite collaboration, ou Pierre Bayle, l'actuel porte-parole, qui est entouré d'une équipe rodée. Je l'ai d'ailleurs constaté il y a quelques semaines lors d'un point de presse du ministère de la Défense auquel j'ai pu assister. Ce rendez-vous qui est hebdomadaire, contrairement au nôtre qui est quotidien, est très bien organisé avec beaucoup d'images et de graphiques. Les intervenants étaient performants, très pédagogues et réactifs par rapport aux questions qui leur étaient posées. Un bel outil pour le ministère de la Défense ! »



E.DELELIS@MINISTEREDE L'INTERIEUR/DICOM

« La Défense est une institution qui a su totalement s'adapter aux mutations technologiques et aux évolutions de la société. Aujourd'hui, elle utilise tous les vecteurs de communication, y compris les réseaux sociaux, ce qui la rend moderne et réactive. On a pu notamment le constater à travers la dernière campagne de recrutement de l'armée de Terre qui s'est appuyée sur l'image du soldat protégeant la population au sein même de nos frontières, alors qu'habituellement les militaires communiquaient plutôt sur leurs engagements extérieurs. Utiliser la tour Eiffel dans des campagnes de publicité, c'est nouveau et plutôt réussi ! Cela montre qu'il y a une adaptation permanente du message qui est délivré. Un leitmotiv que l'on s'impose aussi à l'Intérieur. Du reste, on note beaucoup de similitudes entre nos deux ministères. En effet, s'il est difficile de tout dire dans le domaine de la Défense et de la

Pierre-Henry Brandet, **porte-parole du ministère de l'Intérieur,** **délégué adjoint à l'information** **et à la communication**

sécurité, il existe un souhait évident de transparence, une volonté d'être présent, d'occuper le terrain médiatique et d'apporter des réponses. Dans nos domaines, la communication est importante car elle rassure. Il ne faut pas oublier que les forces armées, les policiers et les gendarmes sont bien au service de la population. Ils travaillent d'ailleurs régulièrement ensemble, que ce soit dans le cadre de l'opération Sentinelle ou lors de la sécurisation d'événements d'envergure comme les commémorations du 70^e anniversaire du débarquement ou la COP 21. En revanche, nous avons des cinétiques différentes. À l'Intérieur, nous devons gérer des dispositifs de sécurisation sur du long terme, mais nous menons également de nombreuses actions à court terme, qu'il s'agisse d'opérations de police judiciaire, de sécurité publique, de maintien de l'ordre ou encore de secours et de sécurité civile... Ces actualités nous obligent à réagir rapidement, car, en ce qui nous concerne, les journalistes sont en permanence dans notre théâtre d'opération ! C'est ce qui fait aussi que nous n'avons pas souhaité instaurer de point-presse régulier formel. Notre ministère parle déjà énormément, ce n'est pas la peine de se rajouter une contrainte supplémentaire. »



A. FAIDY@AUTOFOCUS-PRODIGE/LCP

Virginie Nicolle, directrice de la communication de LCP-Assemblée nationale



Le partenariat entre LCP-Assemblée nationale et le ministère de la Défense s'inscrit pleinement dans la mission de LCP, qui s'efforce de proposer sur son antenne des espaces favorisant les conditions d'information des citoyens. La Défense nationale, à travers le Journal de la Défense (Jdef), réalisé par la Délégation à l'information et à la communication de la Défense, a toute sa place dans cette démarche qui participe à renforcer le lien armées-nation. Avec sens et pertinence, ce partenariat entre en 2016 dans sa dixième année. Sur LCP, chaîne parlementaire, politique et citoyenne, il était important que les sujets « défense » puissent être abordés non pas de façon exceptionnelle, mais avec un rendez-vous régulier pour donner à voir et à comprendre ses enjeux. Ainsi, depuis bientôt dix ans, le Jdef remplit cette mission. Mois après mois, les téléspectateurs suivent l'actualité de la défense partout dans le monde : l'engagement des forces françaises, les opérations de lutte contre le terrorisme et de sécurisation au sein d'une coalition internationale, des opérations de guerre au désengagement, autant d'événements qu'il convient d'expliquer, de décrypter et de mettre en perspective. Mais l'émission offre aussi aux téléspectateurs l'opportunité de découvrir les différents métiers de la Défense et de comprendre la notion et la portée de l'engagement. Le Jdef bénéficie chaque mois d'une double exposition sur les deux chaînes de LCP, avec une dizaine de diffusions sur la TNT et plus d'une quinzaine sur LCP 24/24. LCP va plus loin pour toucher le jeune public avec une présence renforcée sur les réseaux sociaux. »

Le clip de promotion du Jdef



Pierre Julien, journaliste à RTL, vice-président de l'Association des journalistes de défense



En tant que journaliste spécialisé dans le secteur défense, l'éthique et le lien de confiance établi avec mes contacts au sein du ministère est primordial. Je peux m'appuyer sur les informations transmises lors du point-presse hebdomadaire organisé à Balard, en particulier sur les sujets d'actualité. Les sources d'information officielles (Dicod, EMA, cabinet du ministre) sont un appui indéniable pour recouper mes informations, dans l'intérêt des auditeurs. En cas de communication de crise, je comprends parfaitement qu'on ne puisse pas tout nous dire pour des raisons de sécurité, mais la nature ayant horreur du vide, il faut parfois qu'il y ait des réponses plus rapides. La guerre du Golfe a montré qu'il fallait ouvrir l'information défense. Le travail journalistique sur le terrain permet de donner une vision plus précise et une approche plus personnelle des conflits. En Bosnie, par exemple, la situation était très délicate et de nombreux journalistes ont pu vivre la situation de l'intérieur, aux côtés des Casques bleus. Je me suis rendu en Afghanistan à plusieurs reprises, notamment peu de temps avant l'attaque d'Uzbin. Malheureusement, les déplacements sur les zones de conflit sont moins fréquents que par le passé. Les journalistes spécialisés représentent des relais importants pour bien communiquer sur les sujets défense, mais ils sont de moins en moins nombreux dans les rédactions (je suis par exemple rattaché au service étranger de RTL). Dans les années à venir, une génération complète de journalistes spécialisés va s'en aller. Il va falloir en tenir compte dans la manière de communiquer de la Défense, et l'adapter à cette nouvelle cible, plus intéressée par le grand reportage que par des sujets comme Louvois ou la loi de programmation militaire. Une réflexion est à mener sur ce point. »



© P. JULIEN



D.P.

Matt Jackson, officier de presse du ministère de la Défense britannique

« La Directorate of Defence Communications (DDC), l'équivalent de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense (Dicod), est chargée d'orchestrer l'approche globale de la communication, aussi bien interne qu'externe, du ministère de la Défense britannique. Les prérogatives de la DDC couvrent les champs de la stratégie de communication, des relations presse, du conseil et de la formation du personnel et staff du ministère pour leur permettre d'atteindre une certaine audience, avec le bon message, au bon moment. Face au contexte médiatique actuel, caractérisé par la démocratisation et la croissance des médias de masse et sociaux, la DDC met aujourd'hui l'accent sur le numérique et les réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter. Nous avons su aussi impliquer ces nouveaux espaces de communication que sont YouTube, Snapchat et Vine dans notre stratégie. Durant notre visite à Balard [organisée par la Dicod du 14 au 23 mars dans le cadre des accords de Lancaster House, NDLR], j'ai pu voir comment le ministère de la Défense français fonctionnait et expliquer comment nous travaillons à la DDC. Le maître mot, au ministère de la Défense français, est "subsidiarité". Ce sont des journalistes et communicants, civils ou militaires, qui s'occupent de la communication et de ses supports, chacun à leur niveau : EMA, Dicod, Sirpa... Au Royaume-Uni, à l'inverse, le système est centralisé : Londres prend la plupart des décisions et se charge de la communication. Nous avons également été impressionnés par le point-presse hebdomadaire du ministère de la Défense durant lequel des officiers informent sur l'actualité militaire. Ce dispositif n'existe pas au Royaume-Uni, je le trouve pourtant positif pour les relations entre les armées et la presse. Ce déplacement m'a permis de comparer les systèmes de communication français et anglais et d'échanger autour des meilleures pratiques : il y a des pistes à exploiter. »

Général de brigade d'aviation Corinne Faut, directrice générale de la communication du ministère de la Défense belge

« La communication de défense belge est sortie de son mutisme à la fin du service militaire obligatoire, en 1995, notamment pour des besoins de recrutement. De plus, depuis la présence des forces armées belges dans les rues suite aux attentats de Paris en 2015, la population est devenue plus reconnaissante. Même si elle n'est pas en recherche de sujets défense, nous devons être plus proactifs. Enfin, sachant que la culture et le langage sont liés, la perception de nos actions de communication est impactée : l'utilisation de trois langues officielles différentes, néerlandais, français, allemand (voire l'anglais en plus !), est une difficulté à surmonter et à prendre en compte dans la formulation de nos messages. Nous organisons nos points-presse non pas de manière récurrente, mais en fonction de l'actualité et sur des thématiques porteuses (nos actions dans le domaine des opérations, du recrutement ou de la cyberdéfense par exemple). De nos jours, la communication est devenue une arme stratégique dans tous les départements ministériels. On ne peut plus communiquer seul. Lorsque nous intervenons au sein d'une coalition, ou lorsque plusieurs ministères sont concernés, nous devons mettre en place une communication coordonnée ; dans cette optique, un centre de communication stratégique de l'Otan a été inauguré à Riga, en Lettonie, l'an dernier. Il faut rassembler tous les acteurs pour faire passer les bons messages. Depuis plus d'un an, nous développons les médias sociaux, un outil remarquable permettant une grande réactivité en cas de communication de crise et que nous devons exploiter davantage. Avec la multiplication des vecteurs de communication, vouloir tout maîtriser à tout prix est une utopie. Il faut néanmoins faire preuve de bon sens et d'autocensure quand il s'agit de protéger nos militaires en opérations ou lors d'actions antiterroristes ! Le bouche-à-oreille reste un moyen de communiquer non négligeable. Et il faut impliquer nos personnels qui sont et restent nos meilleurs ambassadeurs. »



B. ORBAN@MINISTÈRE DE LA DÉFENSE BELGE



© ECPAD

SSA

En première ligne sur le front épidémiologique

Chercheurs et médecins du Service de santé des armées (SSA) se sont toujours investis dans la recherche médicale. Sur les pas d'Albert Calmette et de Hyacinthe Vincent, qui furent, au ^{xx}^e siècle, à l'origine de vaccins contre la tuberculose et la typhoïde, les équipes actuelles mènent la lutte contre Zika, Ebola ou Chikungunya.

Lorsque Louis XIV crée en 1708 le Service de santé des armées (SSA), se doutait-il des découvertes précieuses que celui-ci réaliserait à l'avenir? Depuis trois siècles, le SSA, plus particulièrement sa branche recherches, poursuit la même mission: apporter des réponses en matière de protection face aux armes et aux conditions environnementales hostiles dans lesquelles évoluent les soldats français. « *Au début du ^{xx}^e siècle, les récompenses attribuées aux chercheurs portaient sur la place publique les découvertes effectuées par les chercheurs du SSA. Plus discrète depuis, la recherche n'a pas cessé pour autant de travailler dans l'ombre en réalisant des avancées considérables* », explique le médecin général inspecteur (2S) Raymond Wey, vice-président de l'association des amis du musée du SSA et président du comité d'histoire du SSA.

L'institut Pasteur partenaire

Les progrès et découvertes dans le domaine épidémiologique sont les plus célèbres. Tout au long des trois derniers siècles, les chercheurs militaires se sont penchés sur les maladies de leur époque afin de tenter de maîtriser l'environnement du soldat. Si la vocation première du SSA est de soigner au plus près des forces, il possède également une mission de santé publique, car « *les populations sont les premières victimes des épidémies* », ajoute le général Wey.

Au ^{xx}^e siècle, les médecins militaires impliqués dans la recherche travaillent souvent avec des entités extérieures comme l'Institut Pasteur. Ainsi, après

plusieurs séjours en Afrique, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Terre-Neuve, Albert Calmette (1863-1933), médecin militaire au Service de santé de la Marine, fonde, en 1891, et dirige un institut antirabique et un centre d'études scientifiques à Saigon, à la demande de Louis Pasteur. Il effectue des recherches sur la rage, la variole, la dysenterie et les venins de serpents. De retour en France, il mène avec Camille Guérin (1872-1961), méde-



Ci-contre : distribution de quinine pour lutter contre le paludisme qui sévit sur le front de Macédoine durant la Grande Guerre.

Page de gauche : en 1915, à Paris, vaccination des nouvelles recrues contre la typhoïde.

cin vétérinaire à l'Institut Pasteur, des recherches sur la tuberculose. Après vingt ans de recherche, ils mettent au point un vaccin efficace: le BCG (bacille de Calmette et Guérin), utilisé pour la première fois chez les jeunes enfants en 1921.

Alphonse Laveran (1845-1922), médecin et parasitologue militaire qui fut professeur agrégé du Val-de-Grâce, étudie particulièrement le paludisme dès la fin du ^{xix}^e siècle. Il reçoit, en 1907, le prix Nobel de physiologie et de mé-

decine pour ses travaux sur les agents parasitaires. Sur le front d'Orient, où vient de se dérouler la bataille des Dardanelles, une épidémie de paludisme touche plus de 3250 soldats en juillet 1916 et plus de 8000 en septembre. En cinq mois, plus de 600 hommes en meurent et près de 16900 doivent être rapatriés, sévèrement atteints. De la quinine est distribuée tardivement aux soldats comme à la population. « *Le paludisme a représenté un véritable fléau sur le front du Levant. Il a fallu faire comprendre au commandement l'importance de la prévention* », ajoute le général Wey. Aujourd'hui, le paludisme reste la première cause de mortalité au monde malgré les traitements. « *D'où l'importance pour nos soldats de bien prendre leurs médicaments sur les théâtres d'opérations* », insiste le général.

Associé à André Chantemesse, de l'Institut Pasteur, le général médecin inspecteur Hyacinthe Vincent (1862-1950), microbiologiste et épidémiologiste militaire, met au point en 1909, en France, un vaccin contre la typhoïde qu'il produit en masse. En 1912, il vaccine le contingent français d'Afrique du Nord avant d'imposer cette vaccination à l'ensemble de l'armée (loi du 28 mars 1914). Il permet ainsi une quasi-éradication des fièvres typhoïde et paratyphoïde au ■■■

■■■ cours de la Grande Guerre (en 1914, 45078 cas dans l'armée française contre 747 en 1918). Hyacinthe Vincent met aussi au point un vaccin contre la gangrène gazeuse – une infection de la plaie due à une bactérie – très répandue en temps de guerre.

Collaborations croisées

Si de nombreuses autres découvertes en épidémiologie ont été réalisées par le SSA au cours du xx^e siècle, le xxi^e siècle n'est pas en reste. « *Les chercheurs réalisent un travail de fourmi. Il faut beaucoup d'opiniâtreté et des années de travail pour trouver quelque chose. Même si, aujourd'hui, certaines recherches semblent aller très vite* », commente le général Wey. La participation historique du SSA à l'Institut Pasteur laisse de plus en plus place à des collaborations croisées entre les différentes structures de recherche du SSA, les hôpitaux militaires et des organismes civils et militaires français et étrangers: le Centre national de la recherche scientifique, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, la Direction générale de l'armement, la fondation Curie, le Centre d'essais en vol... Si les chercheurs du siècle précédent ont



Des prélèvements biologiques sont effectués dans le cadre de l'opération Serval, en avril 2013.

maladies infectieuses et tropicales, le SSA détient une expertise reconnue dans ce domaine. Le service de pathologie infectieuse et tropicale de l'hôpital militaire Laveran, à Marseille, par exemple, développe depuis plusieurs années une expertise dans le traitement du Chikungunya. Concernant Ebola, en septembre 2014 l'hôpital militaire Bégin a pris en charge deux patients contaminés en Guinée et rapatriés en France. En décembre,

le SSA a ouvert en Guinée un centre de traitement des soignants, unité médicale opérationnelle de circonstance unique en son genre, pour participer à la lutte contre le virus.

Aujourd'hui, une collaboration entre le SSA, l'Organisation mondiale de la santé, les organisations non gouvernementales et des experts étrangers ont permis la mise au point d'un vaccin efficace. « *La recherche n'est pas qu'une affaire de budget, même si cela est essentiel. Elle est d'abord une question de matière grise et de travail. On parle souvent des luttes contre les grands fléaux mais d'autres travaux sont également réa-*

lisés dans les centres de recherche spécialisés comme dans les hôpitaux militaires. » L'effort de recherche est permanent au sein du SSA, bien au-delà du seul domaine de l'épidémiologie. Ainsi, le service a conduit de nombreux travaux sur le sommeil, la décompression en altitude ou en plongée, les risques nucléaires, le plasma lyophilisé, le traitement des brûlures graves, ou les effets des explosions dues aux IED. Les activités et moyens de recherche du SSA sont désormais regroupés sur un site unique, à Brétigny-sur-Orge, au sein de l'Institut de recherche biomédicale des armées. « *Les chercheurs s'adaptent à l'évolution des moyens imaginés dans la conduite des guerres. Apporter une réponse thérapeutique aux effets des nouveaux armements ainsi qu'aux pathologies émergentes dans l'environnement de nos soldats est la mission fondamentale et propre à la recherche dans le Service de santé des armées* », conclut le général Wey. ■

Flora Cantin

« Les chercheurs réalisent un travail de fourmi. Il faut beaucoup d'opiniâtreté et des années de travail pour trouver quelque chose. »

participé aux travaux sur les agents pathogènes à l'origine des maladies à prions (maladies rares caractérisées par une dégénérescence du système nerveux central) comme la maladie de Creutzfeldt-Jakob, ceux du xxi^e siècle voient apparaître de nouveaux champs d'investigation: Chikungunya (2006), syndrome respiratoire du Moyen-Orient (2012), Ebola (2013) ou encore Zika. Pionnier dans la lutte contre les

Journal de la Défense
« Ebola, le Service de santé des armées en première ligne »



Vous recherchez une activité sportive ou culturelle pour vous et votre famille?



Trouver votre club sur :

lafederationdefense.fr

SPORT ET CULTURE DANS LA DEFENSE

Vous voulez prendre part à la vie d'un club de la défense ?

Rejoignez - nous !

suivez-nous sur



SÉLECTION SPÉCIALE AVIATION À DÉCOUVRIR SUR
www.boutique.ecpad.fr

Toutes les armées en images
DVD - Livres - Photos



Possibilité de paiement par chèque sur www.boutique.ecpad.fr
Pour tout renseignement : 01 49 60 59 88



Une Américaine à Paris

Officier de l'armée américaine, le colonel Devon Blake a été choisi en 2015 pour être auditrice au Centre des hautes études militaires, à Paris. Une étape intéressante dans une carrière brillante marquée par de nombreuses missions opérationnelles et des postes à responsabilité.

Le président américain Barack Obama a récemment annoncé qu'il souhaitait nommer une femme à la tête des armées de son pays. Il peut compter sur des officiers féminins rodés à l'exercice du commandement et aux opérations, avec un solide bagage intellectuel. Le colonel Devon Blake, aujourd'hui auditrice au Centre des hautes études militaires (Chem) à Paris, en est un bon exemple.

Elle commence sa carrière militaire en 1991, intégrant à 18 ans la prestigieuse école d'officiers de West Point, dans l'État de New York. Elle garde un souvenir marqué de ces quatre années d'études : « *Le cursus de formation des cadets est très exigeant. La discipline y est très stricte.* » À la sortie de l'académie militaire, le sous-lieutenant Blake effectue sa spécialisation dans l'école d'armes du renseignement. Très vite, elle veut goûter à l'engagement opérationnel et choisit une affectation à la 1st Brigade Combat Team, unité de combat inter-armes. Elle est envoyée en Corée du Sud, à la frontière nord-coréenne, où elle sert pendant un an comme officier renseignement avant de devenir chef d'une section de 32 soldats américains et coréens. « *Le climat tendu sur la frontière fait que le renseignement y est très important. Commander une section dans ces conditions a été très formateur sur le plan moral et tactique pour le jeune officier que j'étais* », analyse-t-elle. Du main-

tien de la paix en Bosnie à l'Afghanistan, les opérations s'enchaînent. La plus marquante aura été le retrait des forces américaines d'Irak en 2011. Elle est alors officier renseignement sur les axes de retrait. « *Les forces américaines devaient rejoindre le Koweït, se souvient la jeune femme. Cette mission était très éprouvante car le danger était omniprésent.* » Lorsqu'elle n'est pas en opération, le colonel Blake en profite pour se former. Elle intègre en août 2000 l'école du génie à Fort Leonard Wood, dans le Missouri.

Non satisfaite d'acquérir des compétences en génie militaire, elle obtient en même temps un master en génie civil. Ses capacités intellectuelles sont remarquées par le commandement qui la choisit, parmi de très nombreux prétendants, pour devenir instructrice à West Point, en 2005. « *J'ai souhaité contribuer à la formation opérationnelle des élèves. Sur la base de retour d'expériences d'Afghanistan et d'Irak, j'ai mis en place un programme éducatif pour permettre aux jeunes chefs de section de pouvoir mieux décider en opérations.* »

Le colonel Devon Blake réussit à allier vies professionnelle et personnelle. Mariée et mère de quatre jeunes enfants,

elle reconnaît spontanément l'importance de son mari dans sa carrière : « *Il est extraordinaire ! Sans lui, rien n'aurait été possible. Il s'occupe de la famille lorsque je suis en opération.* » Son affectation en 2015 à l'ambassade de Paris devait être l'occasion de profiter de sa famille. C'était sans compter sur la rencontre du général Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées avec le général Martin Dempsey, son homologue américain de l'époque, sur le porte-avions Charles-de-Gaulle. Les deux chefs militaires conviennent qu'il serait intéressant qu'un officier américain suive le cursus d'auditeur au Chem. Le colonel Blake, en poste dans la capitale française, va être aussitôt désigné. « *Cette année au Chem m'a permis d'apprendre beaucoup sur le plan politico-militaire.* » Pour autant, la fin

« Une femme qui commande dans l'armée américaine est une chose fréquente. »

de sa présence à Paris à l'été 2016 ne signifie pas un retour au pays. Elle se verra confier le commandement d'une brigade de renseignement à Wiesbaden, en Allemagne. « *C'est un immense honneur de commander de nombreux militaires dans une unité stratégique pour la sécurité de l'Europe. Mais une femme qui commande dans l'armée américaine est une chose fréquente et c'est sans difficulté pour elle, car les mentalités ont beaucoup évolué ces dernières années.* » Gageons que cette prise de commandement n'est pas l'aboutissement de la carrière de cet officier, mais bien une simple étape vers de plus hautes responsabilités. ■

Olivier Destefanis



R. SENOUISSI/©ICOD

Colonel Devon Blake en six dates

2004 | Master en pédagogie

2009

Un an à Bagram
en Afghanistan avec la
16^e brigade de police militaire

2012

Prise de commandement du
344th Military Intelligence
Battalion, base de Goodfellow,
San Angelo, Texas

2008

Command and General
Staff College, équivalent
de l'École de guerre
en France

2011

Deuxième séjour en
Afghanistan et séjour
en Irak et Koweït

2014

Chef de cabinet du chef
de l'état-major de l'armée
de terre américaine



Gustave-Adolphe, roi de Suède (1594-1632)

Il accède au trône de Suède à l'âge de 17 ans et lutte toute sa vie pour sa foi protestante contre un catholicisme conquérant. Le souverain signe la paix avec le Danemark, la Russie et la Pologne. En même temps, il forge une armée nationale forte et disciplinée, instrument de ses futures victoires. Il meurt en 1632 à la bataille de Lützen.

©THE PICTURE DESK LTD

Guerre de Trente Ans

Une révolution militaire

Née en 1618 d'un conflit entre catholiques et protestants de Bohême, la Guerre de Trente ans prend vite une dimension européenne inédite. Très meurtrière pour les populations civiles, elle marque une évolution militaire sur de nombreux plans et s'achève en 1648 avec la paix de Westphalie.

Au XVI^e siècle, la diffusion du protestantisme dans les États allemands du Saint Empire romain germanique a entraîné des affrontements entre princes protestants et catholiques. Des ligues se sont progressivement formées, dans une situation d'équilibre fragile. Celui-ci a été rompu lorsqu'en Bohême, royaume appartenant à l'Empire et composé majoritairement de protestants, arrive sur le trône en 1617, un catholique ardent, Ferdinand II, dont l'intransigeance a rapidement provoqué des soulèvements. L'année suivante, une entrevue entre des représentants du roi de Bohême et une délégation de nobles protestants s'envenima. Les envoyés du roi furent jetés par la fenêtre du palais, épisode connu sous le nom de « défenestration de Prague ». Ce fut l'événement déclencheur d'une guerre qui dura de 1618 à 1648.

D'une guerre civile à un conflit européen

Un mouvement de révolte amena la déposition de Ferdinand II, remplacé par un prince protestant, Frédéric V, pendant que Ferdinand II était élu empereur du Saint Empire. L'affrontement entre les deux souverains était inévitable. La guerre civile en Bohême devenait ainsi une guerre allemande. La victoire de l'empereur à la bataille de la Montagne Blanche, en 1620, et les inquiétudes qu'elle suscita, transformèrent la guerre allemande en conflit

européen. Avec l'intervention de l'Espagne catholique, du Danemark et de la Suède protestants, puis de la France de Richelieu aux côtés du roi de Suède (pour le cardinal, l'affaiblissement de l'Empire primait toute solidarité religieuse), le conflit prenait pour les contemporains une apparence de guerre mondiale.

Cette grande confrontation à l'échelle européenne a durablement marqué les mentalités, avant tout par les atrocités commises à l'encontre des populations civiles, ce dont témoignent les gravures de Jacques Callot, *Les Misères et*

Malheurs de la guerre, éditées en 1633. Mais elle a également retenu l'attention des historiens militaires qui y cherchèrent les signes d'une brusque évolution de l'art de la guerre.

De fait, les effectifs des armées ont considérablement augmenté depuis le siècle précédent (ils atteignent facilement 30 000 à 40 000 hommes). Mais ce nombre n'est obtenu qu'en ayant recours à des mercenaires, à l'exception de l'armée suédoise, la seule à être réellement organisée et disciplinée. Grâce à un système de conscription très élaboré,

les troupes du roi Gustave-Adolphe, roi de Suède, forment une véritable armée nationale, soudée par des sentiments patriotiques et religieux. Les autres pays, comme la France de Louis XIII, disposent d'une armée permanente aux effectifs très bas (à peu près 10 000 hommes en 1620). En cas de conflit, il faut procéder à des levées de soldats, difficiles à réaliser, et toujours objets de malversations diverses. Les États ont donc tendance à recourir à des entrepreneurs de guerre, qu'on appelle, comme aux siècles précédents, *des condottieri*. Hommes d'affaires et hommes de guerre, ces personnages qu'on associe souvent à la Renaissance italienne n'ont jamais été aussi nombreux qu'au début de la guerre de Trente Ans. Les soldats qu'ils recrutent proviennent de régions très diverses et

Hommes d'affaires et hommes de guerre, *les condottieri* n'ont jamais été aussi nombreux qu'au début de la guerre de Trente ans.

forment des troupes disparates, sans réelles fidélités. La plus haute figure de condottiere est alors Wallenstein, un Tchèque qui s'est mis au service de l'empereur.

Mais ces armées ont grandi plus vite que les possibilités de la logistique, et même pour les mieux organisées, il faut vivre sur le pays : « *la guerre nourrit la guerre* » disait Gustave-Adolphe. Le problème était différent pour *les condottieri*, car il fallait en plus que la guerre soit rentable, et on trouvait alors davantage d'intérêts à piller qu'à ■■■

■ ■ ■ combattre. Raison pour laquelle les batailles rangées étaient rares, et quand elles avaient lieu, la tactique la plus courante résidait dans le rudimentaire choc frontal. L'armée de Gustave-Adolphe constituait une exception. Le roi de Suède était dans ce domaine l'organisateur le plus visionnaire. Plutôt que de lourdes formations disposées en profondeur, il avait imaginé des dispositifs plus linéaires, permettant d'exploiter davantage le feu des mousquets. Un entraînement rigoureux permettait à son infanterie de pratiquer un feu roulant, c'est-à-dire presque continu, soutenu par une artillerie de campagne alors la plus mobile de l'époque. Il devait à ces innovations les victoires de Breitenfeld en 1631 et de Lützen un an plus tard.

Mouvement et survie alimentaire

Dans le domaine stratégique, en revanche, Gustave-Adolphe a surtout subi les contraintes de son temps. Pendant la guerre de Trente Ans, la logistique n'influence pas la stratégie,

elle la domine. Ce conflit a souvent été considéré comme un moment essentiel d'une « révolution militaire » des Temps modernes. Et l'on a abondamment souligné la permanence d'une guerre de mouvement. Mais ces mouvements étaient tous guidés par la survie alimentaire des armées. Selon le mot de l'historien Martin Van Creveld, elles étaient « *forcées de se déplacer afin de rester vivantes* ». Les excès de la soldatesque provenaient en grande partie de l'incapacité des États à les nourrir correctement. Les troupes en quête d'approvisionnement ne se regroupaient que pour les rares batailles, sinon, leur dispersion non seulement facilitait la désertion, mais rendait la discipline inopérante. Se succédèrent alors pillages, destructions et massacres. Certaines régions, comme la Poméranie, le Brandebourg, la Bohême, le Palatinat ont perdu entre le tiers et les deux tiers de leur population. Il y a un demi-siècle encore, en Alsace, on menaçait un enfant désolé de « l'envoyer aux Suédois ».

La guerre de Trente Ans s'achève en 1648 avec la paix de Westphalie qui peut être considérée comme la première paix de caractère européen. Certes, l'Angleterre n'y participe pas et l'Espagne continue la guerre, mais, pour la première fois, un « concert des nations » s'est établi. Il a fondé un ordre des relations internationales qui a en grande partie duré jusqu'au ^{xx}e siècle. Le « système westphalien » a tracé les trois axes qui ont caractérisé les relations internationales modernes : l'équilibre des puissances dans lequel chaque État dispose théoriquement du même poids sur la scène internationale, l'inviolabilité de la souveraineté nationale et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures. Si l'ordre westphalien semble aujourd'hui révolu, avec la mondialisation et l'évolution d'un droit d'ingérence, il n'en a pas moins constitué un moment essentiel dans la formation des États nations. ■

Thierry Widemann,
chargé de recherches au Service
historique de la Défense

Jean T'Serclaes, comte de Tilly, commandant les armées de la Ligue catholique, lors du sac de la ville protestante de Magdebourg le 20 mai 1631.



© THE PICTURE DESK

NOUS SOMMES AUX CÔTÉS DE CEUX QUI RENDENT LA SOCIÉTÉ PLUS HUMAINE, COMME SARAH, INFIRMIÈRE.

PLUS DE 3 MILLIONS DE SOCIÉTAIRES
NOUS FONT DÉJÀ CONFIANCE.

**GMF 1^{ER} ASSUREUR
DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC**



ASSURÉMENT HUMAIN

Appelez le 0 970 809 809 (numéro non surtaxé)
Connectez-vous sur www.gmf.fr ou depuis votre mobile sur m.gmf.fr

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances - 775 691 140 R.C.S Nanterre - APE 6512Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret et ses filiales GMF ASSURANCES et LA SAUVEGARDE. Adresse postale : 45930 Orléans Cedex 9.



POUR UNE EUROPE DE L'ATLANTIQUE À L'OURAL Les relations franco-soviétiques, 1956-1974

Historien spécialiste du mouvement communiste international et des services secrets de l'ex-URSS, Gaël-Georges Moullec publie une histoire des relations franco-soviétiques (1956-1974) largement étayée par une documentation inédite en langue française. S'appuyant notamment sur les archives déclassifiées du Comité central du parti communiste d'Union soviétique, l'auteur analyse les parties d'échecs diplomatiques auxquelles se livrèrent, durant presque vingt ans, le Kremlin et l'Élysée. Un ouvrage novateur, qui décrypte le rêve gaullien d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural » et qui met en lumière les enjeux et les non-dits d'une relation diplomatique intense et complexe.

Gaël-Georges Moullec, Les éditions de Paris-Max Chaleil, 160 p., 17 €

VOLONTAIRE Le 8^e RPIMa : de Diên Biên Phu à Madama, soixante ans d'engagement

On les appelle ceux du « 8 » et leur devise est « volontaire ». Les hommes du 8^e RPIMa sont des « para-colo », des parachutistes des troupes de marine. Créé en 1951 en Indochine, leur régiment disparaît dans le brasier de Diên Biên Phu en 1954. Recréé en 1955 pour sécuriser le djebel algérien, le « 8 » multiplie depuis les missions un peu partout



dans le monde, au Liban, au Koweït, dans les Balkans, en Afghanistan, au Cambodge et, tout récemment, dans la bande sahélo-saharienne. Ce bel album rend hommage aux soldats du 8^e RPIMa. Il décrit le quotidien, les missions, la cohésion d'une des unités d'élite de l'armée de Terre française.

Textes de Philippe Ollivier, photographies d'Alain Félix, éd. Privat, 126 p., 29 €

LA GUERRE, LA STRATÉGIE ET LA DEUXIÈME THÉORIE DES JEUX AU XXI^e SIÈCLE

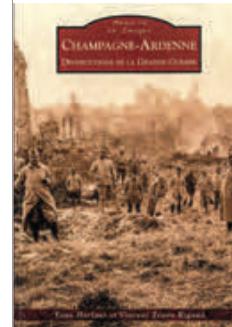


Comprendre la nature de la guerre et en déduire rationnellement des solutions réalistes et efficaces constituent la contribution majeure de cet ouvrage à la pensée stratégique contemporaine. Écrit entre 2009 et 2014 par le colonel Sébastien Leitner, ancien chef de l'opération des Nations unies en Côte d'Ivoire, ce livre avait pour objectif initial de définir des principes de la guerre authentiquement fondamentaux. Loin d'être un ouvrage de théoricien, il aborde, en guise de travaux pratiques, des problématiques actuelles comme celle de la prise du pouvoir au sein d'un État, celle de la défense de ce même pouvoir par le régime en place, et enfin celle des conflits nucléaires limités.

Sébastien Leitner, éd. L'Harmattan, 284 p., 29 €

CHAMPAGNE-ARDENNE Destructions de la Grande Guerre

La région Champagne-Ardenne se retrouve, pendant la Première Guerre mondiale, au cœur des combats. L'issue de la guerre s'y joue une première fois, en septembre 1914, à la bataille de la Marne ; une seconde fois, en juillet-août 1918, à nouveau près des bords de Marne. Pendant quatre ans, la région est coupée en deux.



L'Aube et la Haute-Marne sont en zone française, les Ardennes sont occupées, alors que la Marne est partagée par la ligne de front. En 1918, les ruines de la cathédrale de Reims symbolisent le martyre d'une région en partie détruite. Cet ouvrage offre une sélection commentée de plus de 400 cartes postales et de photographies d'époque qui rendent visibles l'ampleur souvent insoupçonnée des destructions subies par la région.

Yann Harlaut et Vincent Zénon Rigaud, éd. Sutton, 130 p., 22 €

LA GUERRE PAR CEUX QUI LA FONT Stratégie et incertitude

Ce livre rassemble les analyses d'une quinzaine d'officiers du Centre des hautes études militaires. Ils sont français, allemands, italiens ou anglais. Tous ont été engagés ces dernières années sur des théâtres d'opérations extérieures et tous ont constaté les nombreuses évolutions des usages de la violence armée. Le temps d'un livre, ils dévoilent leurs convictions sur l'avenir des guerres asymétriques, sur les enjeux de la « surprise stratégique » ou sur le rôle des technologies dans la guerre moderne. Un ouvrage qui propose des réponses pour agir, et dont l'enjeu est de repenser, dans un monde incertain, la nature même de la guerre.

Sous la direction du général Benoît Durieux, éd. Du Rocher, 365 p., 22 €





Une Fédération créée pour faire évoluer
l'offre de protection sociale pour
les populations des forces de défense
et de sécurité.

APPEL À PROJET SOLIDAIRE

La Fédération Tégo souhaite « **amplifier la solidarité agissante, l'entraide sociale et l'assistance au service des adhérents et de ses membres** ».

Pour cela, elle organise un concours de projets d'action solidaire ouvert à des associations d'entraide et des structures institutionnelles qui relèvent de l'environnement de la Défense et de la Sécurité.

Les lauréats seront désignés à l'occasion du **Grand Débat** organisé le **16 novembre 2016**, à Paris.

La dotation, d'un montant maximum de 100 000 euros fera l'objet d'un ou plusieurs prix, incluant le prix du public décerné par les internautes.

→ Participez en téléchargeant votre formulaire de candidature sur www.tego.fr

LE PRIX Tégo DE LA SOLIDARITÉ

SOUTIEN L'ACTION SOLIDAIRE



www.tego.fr

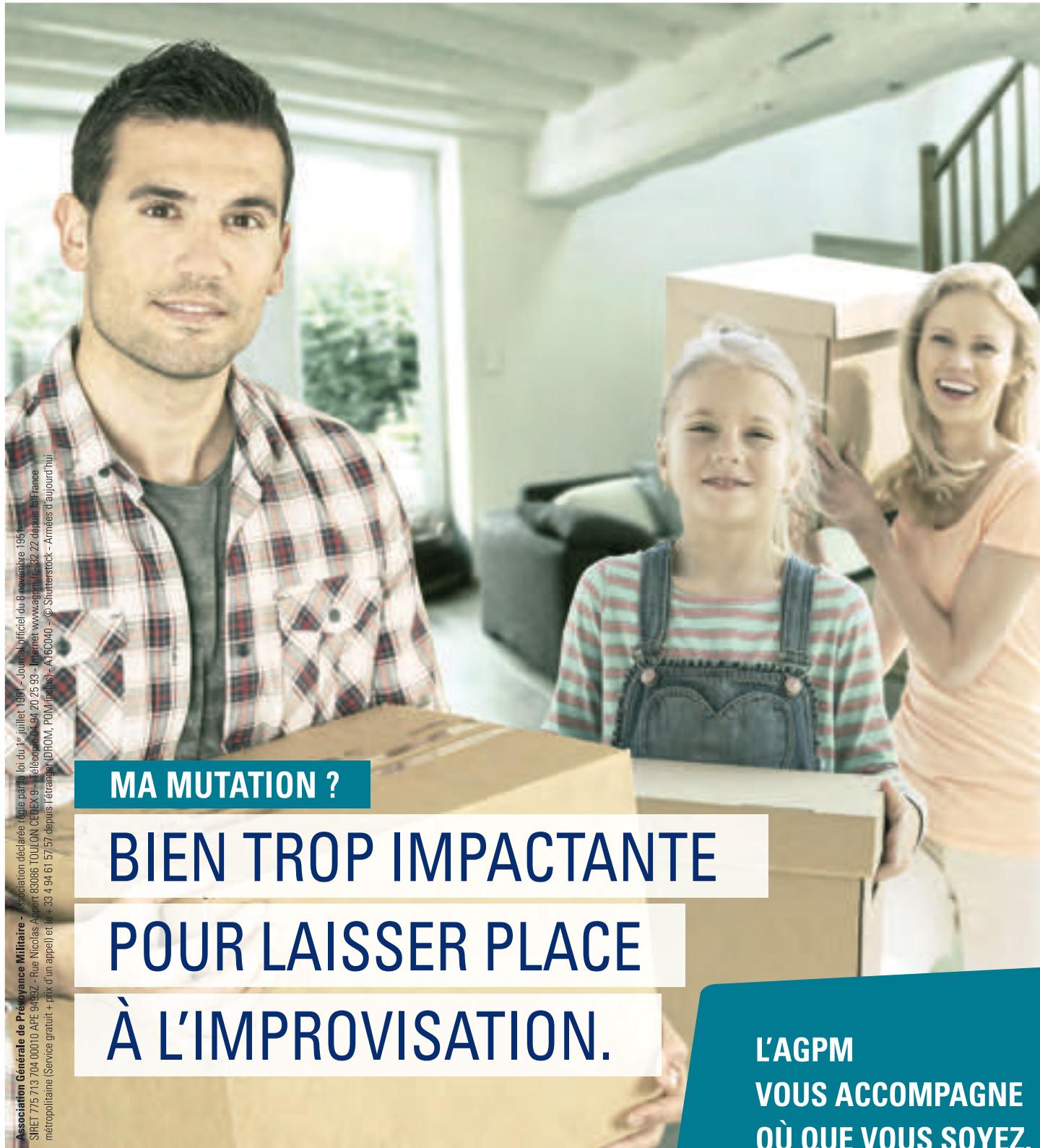


FÉDÉRATION TÉGO

51, rue de Miromesnil
75008 PARIS

Tél. : 01 42 68 31 40

Mail : contact@tego.fr



MA MUTATION ?

BIEN TROP IMPACTANTE
POUR LAISSER PLACE
À L'IMPROVISATION.

L'AGPM
VOUS ACCOMPAGNE
OÙ QUE VOUS SOYEZ.

Je confie mes démarches liées à la mutation à
UN GROUPE D'ASSURANCE MUTUALISTE et
D'ÉTHIQUE MILITAIRE.

Contactez votre conseiller

 agpm.fr

32 22 Service gratuit
+ prix appel

LA SOLIDARITÉ EST DANS NOS GÈNES
ASSURANCE, ÉPARGNE, SANTÉ, PRÉVOYANCE

